



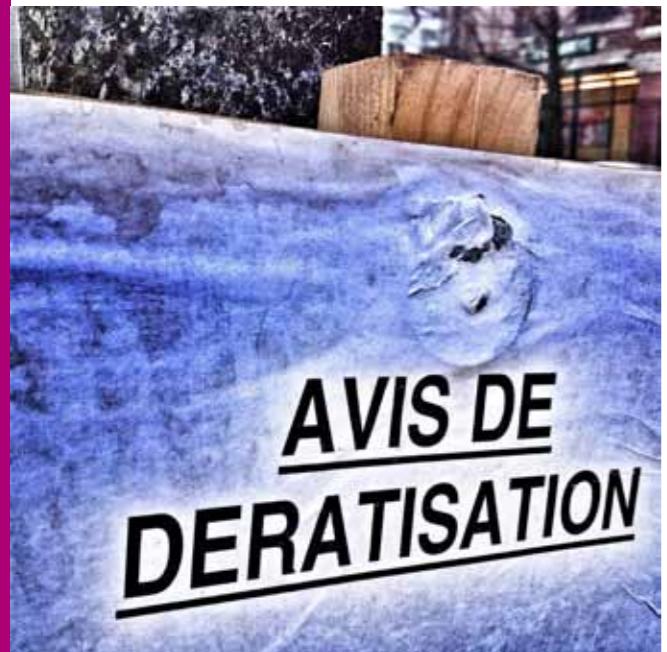
**DÉBARRASSEZ-
NOUS
PARTOUT
DE LA PEUR**

Radical libre

Débattre pour ne pas laisser libre cours aux préjugés
Des propositions à construire pour « vivre et faire ensemble »



L'Agenda interculturel est édité
par le Centre Bruxellois d'Action Interculturelle asbl



© Massimo Bortolini

Illustration de couverture :

© Massimo Bortolini

Prochain dossier :

Agenda interculturel, juin 2015 :
Police et médiation interculturelle

29 Bon tuyau

No hate, programme 2.0

30 Du neuf dans nos rayons

Cathy Harris

Responsable de rédaction
Nathalie Caprioli

Journaliste
Ani Paitjan

CBAI : Marc André, Massimo Bortolini, Cathy Harris,
Pascal Peerboom, Patrick Six.

Comité scientifique : Ali Aouattah, Loubna Ben Yaacoub,
Vincent de Coorebyter, Isabelle Doyen, Leyla Ertoran,
Mohamed Essannarhi, Kolé Gjeloshaj, Younous Lamghari,
Silvia Lucchini, Altay Manço, Marco Martinello,
Anne Morelli, Nouria Ouali, Andrea Rea, Hedi Saidi.

Mise en page : Gecko & Co sprl

Impression : GS Graphics sprl

Éditeur responsable : Christine Kulakowski

Avec l'aide de la Commission communautaire
française, du Service d'Éducation permanente,
de la Fédération Wallonie-Bruxelles et d'Actiris.



L'Agenda interculturel est édité par le
Centre Bruxellois d'Action Interculturelle asbl
Avenue de Stalingrad, 24 • 1000 Bruxelles
tél. 02/289 70 50 • fax 02/512 17 96
ai@cbaibe - www.cbaibe

Le CBAI est ouvert
du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 17h30

L'Agenda interculturel est membre de l'ARSC
Association des Revues Scientifiques et Culturelles.

Les textes n'engagent que leurs auteurs. Les titres,
intertitres et brefs résumés introductifs sont le plus
souvent rédigés par la rédaction.

Conformément à l'article 4 de la loi du 8 décembre
1992 relative à la protection de la vie privée à
l'égard des traitements de données à caractère
personnel, nous informons nos lecteurs que le CBAI
gère un fichier comportant les noms, prénoms,
adresses et éventuellement les professions des
destinataires de l'Agenda interculturel. Ce fichier a
pour but de répertorier les personnes susceptibles
d'être intéressées par les activités du CBAI et de les
avertir. Vous pouvez accéder aux données vous
concernant et, le cas échéant, les rectifier ou
demander leur suppression en vous adressant au
Centre. Ce fichier pourrait éventuellement être
communiqué à d'autres personnes ou associations
poursuivant un objectif compatible avec celui du
Centre.

Éditorial

Radical libre

Comment écrire un dossier sur le phénomène de djihadisme sans passer par les mots « radicalisation » et « déradicalisation » ? Et aussi, pourquoi essayer de les éviter ? Ces mots en eux-mêmes ne nous font pas peur. Par contre, tout ce qui gravite autour, dans le jeu des interactions sociales et des interprétations de chacun, dans un contexte de suspicion..., tout cela n'aide pas à apaiser le discours. Car ces termes posent des étiquettes, à partir souvent d'une apparence ou d'une présumée appartenance. Des étiquettes sur des jeunes, sur des familles, sur une population musulmane hétérogène et bien plus intégrée qu'on ne le dit. Admettre cette diversité peut-il aider à un dialogue plus serein, à un débat où il n'y aurait pas que deux postures possibles ?

Celles et ceux qui ont alimenté ce dossier le répètent au fil des pages : « *Le dialogue est le squelette qui permet au corps social de tenir debout* », il nous faut descendre « *dans l'arène de la discussion sans nous réfugier dans la provocation facile* », ou encore jeter des passerelles entre la police, les jeunes, les journalistes. Un premier grand pas serait donc l'écoute et l'échange. Un constat quelque peu déprimant pour ceux d'entre nous traversés par l'illusion que nous avions déjà dépassé cette étape...

Mais revenons à la racine « radical ». Etre radical n'est pas un problème en soi. Si nous consultons notre ami *Robert*, nous lisons : « *qui vise à agir sur la cause profonde des effets qu'on veut modifier* ». Etre radical libre, c'est oser poser toutes les questions au delà des tabous, en toute liberté de penser, sans rejeter la responsabilité sur l'un ou l'autre. Sans jugement, ni accusation, ni victimisation, ni déni.

Ceci n'est pas un mode d'emploi « contre djihadisme », mais des propositions à construire pour vivre ensemble. Et surtout faire ensemble. ■

Nathalie Caprioli

Enrayer la machine doctrinale

Ani Paitjan

Des colonnes de journaux aux plateaux télé en passant par les discours de politiques, « radicalisation » et « djihad » occupent une place quotidienne dans les esprits. Face à cette situation, les gouvernements tâtonnent pour trouver des solutions. Comment prévenir cette dérive ou comment en guérir lorsque le mécanisme est déjà en marche ? Que faire pour démystifier le phénomène et freiner l'engrenage idéologique ?

Selon les sources, environ 450 Belges sont partis gonfler les rangs de l'organisation armée Daesh et 150 d'entre eux seraient revenus. Dans les autres pays européens, la France dénombrait 1 200 départs en décembre 2014, la Grande-Bretagne et l'Allemagne 600 chacune. Constat : la Belgique se retrouve en tête des Etats européens les plus touchés par les départs, en proportion de sa population. Les attaques de janvier dernier à Paris, puis l'opération antiterroriste à Verviers ont définitivement accéléré la dynamique d'action du gouvernement belge qui demeure toutefois démunie. Pour cause, les radicaux frappent partout et n'importe quand. Leurs passages à l'acte sont aléatoires et imprévisibles. Comment répondre au problème ? Les politiques parlent de coopération sécuritaire entre Etats, de déchéance de la nationalité, de formation des imams ou encore de placement en IPPJ (lire l'encadré). Ces initiatives ne règlent pas l'affaire, de fait. Dans ce tableau, certains acteurs de terrain et académiciens proposent d'autres pistes pour enrayer la machine doctrinale.

Victimes d'une « dérive sectaire » ?

Dans le panel d'experts sur la question, le nom de Dounia Bouzar sort du lot. L'anthropologue française du fait religieux explique dans son livre « Désamorcer l'islam radical, ces dérives sectaires qui défigurent l'islam »¹ qu'il faut intégrer l'idée que ces jeunes sont endoctrinés par des organisations fonctionnant selon les règles sectaires. Pour les garçons, la manipulation s'opère à travers les codes des jeux vidéos sur Internet. Quant aux filles, les prédateurs préfèrent utiliser la séduction et/ou jouer la carte de l'aide humanitaire en Syrie. Bouzar décèle quatre étapes dans le processus d'embrigadement : la rupture amicale, la rupture avec les loisirs, la rupture d'apprentissage, la rupture familiale. Elle cite le Rapport Guyard d'enquête sur les sectes (1995) pour appuyer sa thèse. Il s'agit de « manœuvres de déstabilisation psychologique (...), une allégeance inconditionnelle, une diminution de l'esprit critique, une rupture avec les références communément admises (éthiques, scientifiques, civiques, éducatives) et entraînant des dangers pour les libertés individuelles (...). »

Cependant, tous les experts ne partagent pas son point de vue sur le terme de « dérive sectaire ». « Ce n'est pas parce qu'une organisation comme Daesh remplit les critères définissant une secte que c'en est une. En Belgique, la loi de 1998 décrit une organisation sectaire nuisible comme un groupement à vocation philosophique ou religieuse ou prétendu tel qui, dans son comportement ou sa pratique, porte atteinte

son père est venu lui rendre visite. Jusque là, il était totalement fermé ».

Le travail de la cellule d'intervention du Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam (CPDSI) dirigé par D. Bouzar ne s'arrête pas à l'émotionnel. Entrent en scène également des personnes dont le parcours de vie pourrait toucher le jeune. L'objectif de ces témoignages : prendre conscience du décalage entre la réalité et le discours tenu par les prédateurs. « Quand le jeune parvient à reprendre pied, celui-ci tombe dans une (...) phase dépressive. Il ne sait plus à qui il peut faire confiance (...). A ce stade, la présence des psychologues et psychanalystes est essentielle », précise Dounia Bouzar.

Inclure l'autre

Si la méthode porte ses fruits, elle ne représente qu'un pan de la tâche globale à accomplir. Pour Farid El Asri, chercheur associé au Centre interdisciplinaire d'études de l'Islam dans le monde contemporain (CISMOC) à l'UCL, Dounia Bouzar fournit un travail de fond mais qui n'intervient que lorsqu'il est trop tard, ou presque. « C'est un élément de l'arc. Il faut identifier le problème en amont, avant même que la personne bascule dans la radicalisation ». Le chercheur constate que la société a trop tendance à exclure, aussi prône-t-il une inclusion de tous dans le système. « Dans un contexte où vous avez des jeunes isolés dans leur chambre devant un discours de haine accessible sur Youtube et que ces derniers se radicalisent progressivement par les réseaux sociaux, il faut revoir nos codes de communication. Actuellement, trop d'informations circulent. Arrivés à saturation, nous subissons donc une désinformation. En face de nous, quelqu'un a une vision radicalement opposée à la nôtre. Le marginaliser n'est pas la solution. Il faut, au contraire, se placer dans un rapport entre quatre yeux et ouvrir le débat. »

Dans la pratique, Farid El Asri insiste sur la nécessité de créer des espaces de dialogues et d'échanges à différents niveaux : que ce soit par l'école, le théâtre, les quartiers, par des projections, via la culture, etc. « Au-delà de la radicalisation, nous avons tous un cruel besoin de parler. Une personne qui se retrouve au chômage à 55 ans, à qui on ferme toutes les portes vit une crise. Il a besoin qu'on lui ouvre des espaces de confiance. Nous vivons dans une société qui fabrique des frustrations. Le phénomène de radicalisation est un indicateur parmi d'autres. Le problème est qu'aujourd'hui, nous réduisons cette question à la religiosité alors qu'il ne s'agit que du vernis sur l'ongle. Nous oublions qu'il y a un doigt, un bras, tout un corps. C'est sur cette profondeur que nous devons nous concentrer ». ■

Ani Paitjan

[1] Dounia Bouzar, Désamorcer l'islam radical : ces dérives sectaires qui défigurent l'islam, Ivry-sur-Seine, Editions de l'Atelier, 2014, 224 p.



Du côté des IPPJ

A l'heure où nous écrivons ces lignes, cinq jeunes radicalisés (deux filles et trois garçons) sont placés en Institution publique de la protection de la jeunesse (IPPJ). Ils sont soupçonnés soit d'un départ imminent pour la Syrie, soit d'associations de malfaiteurs et/ou de participation à des activités terroristes. Le juge de la Jeunesse les a placés en régime fermé. Une mesure de protection que certains perçoivent comme une sanction punitive. Ces mineurs entre 15 et 18 ans bénéficient du même traitement que les autres jeunes : un encadrement éducatif, pédagogique et psychosocial.

Marie Thonon, attachée à la Direction de l'inspection des Services d'Aide à la Jeunesse (SAJ) et des Services de Protection Judiciaire (SPJ) évoque les Sections d'Accompagnement, de Mobilisation Intensifs et d'Observation (SAMIO), un système en régime ouvert. « C'est un outil qui se veut une alternative au placement en IPPJ. » Cette option est choisie lorsque le magistrat estime qu'une détention ne convient pas. « A ce moment précis, nous travaillons avec le jeune sur les améliorations que nous pouvons apporter dans son milieu de vie, sa famille, son entourage, sa scolarité. » Jusqu'à présent, les juges envoient systématiquement les jeunes radicalisés en centre fermé. Ce que déplore Marie Thonon. Elle estime que l'option du régime ouvert devrait être davantage prise en compte. Parallèlement, depuis mars, un plan de lutte contre la radicalisation violente a été mis en place afin de former les agents des SAJ, SPJ et IPPJ aux techniques d'endoctrinement, à la prévention et à la sensibilisation auprès des acteurs sociaux. ■

A. P.

Le ravissement des âmes damnées

Alexandre Ansay

De quelles violences de société les conduites radicales se font-elles l'écho ? Nous privilégiions l'hypothèse de la capture sectaire car envisager ces personnes comme des «proies» nous permet de mieux comprendre ce que nous pouvons leur offrir : non pas un remède mais une proposition à construire. Au centre de cette proposition se tient une invitation à travailler sur les attachements, ce qui nous amène à considérer cette forme de radicalisme comme une manifestation contemporaine des pathologies de l'appartenance.

En ces temps où grandissent les peurs qui n'ont d'égal que les déclarations d'hostilité qu'elles enfantent, il est de plus en plus question de «lutter contre le radicalisme». Nous considérons pour notre part que le recours à de tels mots d'ordre relève, bien souvent, d'une stratégie qui, centrée sur la quête du remède, entend passer au plus vite du problème à ce qu'elle considère comme le début de la solution : elle impute la cause du péril à des individus «à risque» qui retiennent alors et enfin l'attention des pouvoirs publics, lesquels sous couvert de «prévention» convertissent des âmes exposées au danger en êtres effectivement dangereux. C'est ainsi que des personnes en danger sont perçues et fabriquées sous les traits de l'individu menaçant. En outre, cette pensée, qui offre au collectif l'exonération de sa responsabilité, lui permet de s'en tirer à bon compte : «c'est d'eux dont il s'agit, c'est eux qui nous font problème, eux qui ont un problème».

Ces politiques dites de prévention, en raison de leur confusion incestueuse avec l'intention sécuritaire dont elles procèdent, sont construites sur la peur des sauvageons et non sur le pari de l'autre. Et, fait encore plus étrange, leur mise en œuvre est confiée à des travailleurs formés aux métiers de l'éducation. Comment une intention éducative consistante peut-elle se déployer en s'appuyant sur un tel message ? Comment la proposition d'un travailleur social a-t-elle des chances d'aboutir lorsqu'il adresse son invitation à des candidats choisis en raison de leur profil «djemadiste» au nom d'une mission de lutte contre le «radicalisme» ?

Cela étant, il ne s'agit pas de jouer les «Fabrice à Waterloo» et il ne serait être question de contester l'évidence : oui, il est des hommes et des femmes dont les aspirations à la justice les amènent à haïr la vie, quelle qu'elle soit. Avec le personnage Stepan dans *Les Justes* de Camus, ils prétendent «ne pas aimer la vie mais la justice qui est au-dessus de la vie». En voulant tuer les oiseaux qui chantent, ils entendent expulser la beauté hors du monde, la beauté des œuvres d'art et des chefs d'œuvre de l'humanité mais aussi la beauté des choses impures, cette force qui parfois nous pousse, dans la vie de tous les jours, à tendre et à ouvrir la main à ce qui nous fait peur, à nous montrer curieux de ce qui nous effraie, à ménager pour l'autre une place, non pas l'autre rassurant et que nous approuvons mais l'autre qui ne nous

ressemble pas et qui ne se reconnaît pas dans ces institutions censées garantir la dignité du citoyen, la nôtre et la sienne. La beauté qu'ils exècrent, c'est aussi celle qui peut advenir dans le monde lorsque les hommes, pour «vivre ensemble» se montrent capables de tisser du compromis sans sombrer dans la compromission, bien que la frontière entre les deux soit ténue et constitue une des figures de la complexité.

«Il n'y a pas de textes sans contextes»
En inversant la perspective, nous pensons qu'il y a plus à gagner à envisager ces autres générateurs d'inquiétudes - qui disposent certes d'un réel pouvoir de nuisance - comme des êtres en péril plutôt que comme des «aliens» menaçants, ce qu'ils sont aussi et pour des raisons qu'il nous faut explorer. C'est pourquoi nous sommes enclins à ouvrir le questionnement suivant : pour quels types de forces et de groupes ces âmes constituent-elles une prise ?

Un tel glissement nous invite à orienter notre regard sur les propositions qui leur sont adressées et sur le fait que ces individus sont perméables à ces offres, mais également sur le contexte d'une société dont l'ordre établi produit du mépris social lequel se manifeste dans les phénomènes de discrimination et de violence symbolique. Penchons-nous sur ces contextes sans lesquels les textes et les signes qui les composent tombent à la merci des forces déshumanisantes. Ce faisant, nous ne céderons pas à cette tentation qui fait l'écueil de tous les fondamentalismes, celle qui consiste à séparer l'humain - et le texte de sa souffrance - des contextes qui permettent

l'enrichissement des significations et dont le caractère dynamique se mesure au fait qu'elles sont construites collectivement.

Une perturbation constructive

C'est dans le cadre de notre pratique de formateurs au sein du dispositif de recherche/action «Hard»¹ que nous avons été amenés à rencontrer des stagiaires dont certains présentaient des profils que des spécialistes en santé mentale qualifiaient de personnalités «border line». En raison de la nature du dispositif, nous les avons côtoyés, durant de longs cheminement, sur des routes et des sentiers de montagne, nous avons partagé avec eux le quotidien, tantôt dans des locaux exigu de formation, tantôt dans des refuges, dans la proximité de camionnettes et, oui, disons-le, nous avons tellement appris de leurs mondes, de leurs univers culturels, de leurs vulnérabilités, de leurs aspirations et de leurs indignations. Si certains d'entre eux nous ont avoué avoir été tentés par les «grands départs sans retour», c'est une autre aventure que nous leur avons proposée et cette dernière est incompatible avec le registre de la crainte qu'ils seraient censés nous inspirer.

En revanche, il n'est pas exclu que ces stagiaires nous aient considérés comme des fous, tant la proposition que nous leur avons adressée est construite de façon à perturber leurs façons de se percevoir et d'interagir avec le monde. Pour ce faire, nous pensons qu'il faut se donner les moyens de les surprendre et de les entraîner sur des chemins difficiles qui les ouvrent à leurs difficultés, singulières, personnelles, et parfois aussi à des trésors insoupçonnés enfouis dans les recoins de leur trame familiale. Si donc il est question de perturber, il va sans dire que c'est en vue de rendre possible une reconstruction, dont le maître d'œuvre n'est pas le formateur mais le stagiaire lui-même.

Lecture ethnopsychiatrique

Un des mérites des travaux de recherche réalisés par l'équipe du Centre Georges Devereux tient selon nous à sa curiosité pour les propositions sectaires, à la façon dont ces thérapeutes ont pris le parti de se pencher², avec le concours des ex adeptes, sur les éléments concrets qui ont participé à la mise en place de l'emprise sectaire dont ils estiment être les victimes. Deux autres éléments encore dont les politiques publiques et les acteurs concernés par les phénomènes de radicalisme devraient tenir compte : envisager les associations de victimes comme des partenaires incontournables et considérer les sortants de secte aussi comme des experts et des témoins, et non comme relevant d'une personnalité dont la nature particulière la rendrait perméable à la manipulation. Il semble en effet qu'un des inconvénients des approches psychologiques ou psychanalytiques tient à ce qu'elles figent le travail thérapeutique sur l'étude de la personnalité antérieure du sujet lequel est envisagé comme prédisposé, presque structurellement, à ce registre de relation. Or, ce type de

pensée et d'approche «ne nous explique jamais comment disjoindre techniquement la personne en souffrance et le groupe à l'origine du fonctionnement pathogène»³.

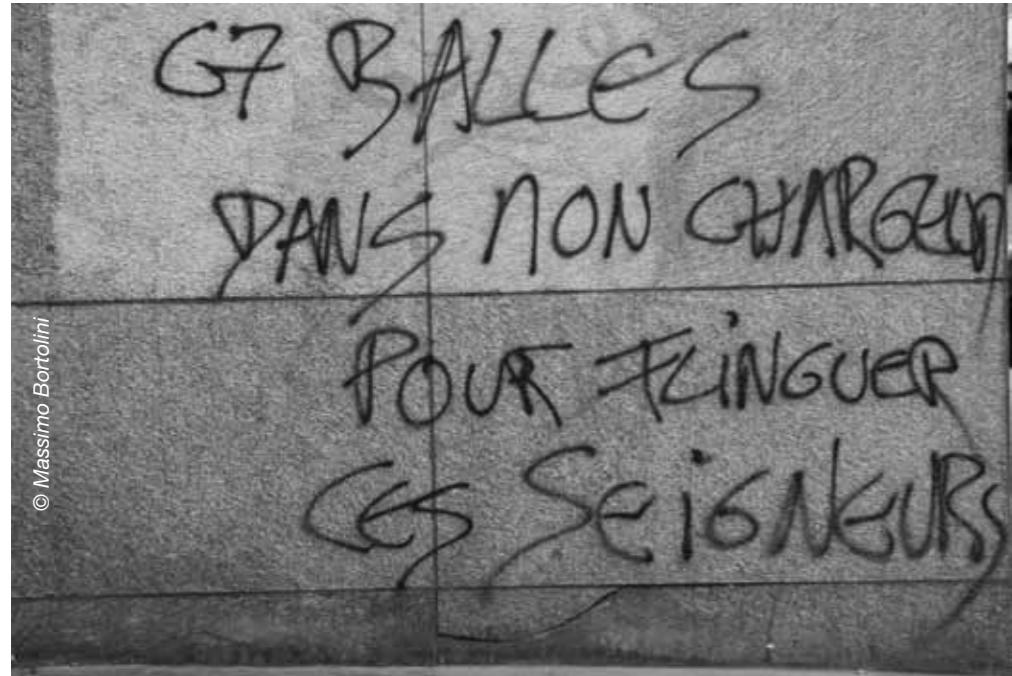
Sur base des témoignages recueillis, la capture sectaire a tout d'un véritable «rapt d'âme» qui a ceci de particulier qu'il inscrit l'adepte dans une situation durable de soumission pourtant librement consentie. Ces pratiques de prédatation pour parvenir à leurs fins offrent à l'impétrant plusieurs types de promesses : pouvoir agir sur le monde en vue de le transformer (l'engagement politique), vivre une métamorphose de son identité (la promesse initiatique), répondre à ses attentes de guérison (la visée thérapeutique). A l'aide de techniques de manipulation mentale, le groupe sectaire va déployer des procédures de «désaffiliation/réaffiliation» : en disqualifiant tous ses engagements sociaux et ses fidélités familiales, il s'agit de décrocher la proie de ses attachements antérieurs pour ensuite la ligaturer dans une nouvelle appartenance qui se révèle en fait exclusive, unique, souvent au prix d'un détournement de la sexualité du sujet.

Ces techniques d'assujettissement reposent sur des protocoles d'initiation qui recourent à des entités invisibles, sortes d'êtres nouveaux (parfois des substances psychotropes, des techniques de programmation mentale) qui, dans certaines configurations, permettent à l'adepte de se connecter à la divinité ancienne (le Christ, le Bouddha, le Dieu de la religion révélée, ...). Pour l'adepte, il résulte de cette entreprise de conversion, une bipartition du monde et le sentiment d'élection qui en découle : la certitude fermement établie d'être du «bon côté» projette les autres, ceux d'en face, sur le rivage de l'erreur et de la perdition.

Affaiblissement des systèmes d'affiliation culturelle

Pour notre part, nous considérons qu'une des raisons qui explique la réussite du phénomène «sectaire» tient à l'affaiblissement des systèmes d'affiliation culturelle, au fait que ces derniers sont pris dans des forces totalisantes qui, au nom de l'adoration de l'Un, cherchent à détruire tous les particularismes, tout ce que les peuples ont construit au long des temps pour habiter les lieux qui sont les leurs, et qui leur permet de mettre en scène les moments importants de la vie. La culture, à cet égard, c'est aussi l'amour du contexte singulier, la façon dont les hommes ont appris à habiter ces lieux-là, ceux de leurs ancêtres en articulant la croyance pour l'Un et les forces accommodantes du lieu. Nous avons souvent tendance, sous nos contrées, à envisager la culture d'un point de vue universalisant, comme cet espace de convergences généreuses où les humains sont invités à célébrer ce qu'ils ont en commun. Mais l'approche anthropologique, quant à elle, nous enseigne que la culture est aussi ce qui permet à un groupe donné de fabriquer un être culturellement déterminé et c'est parce qu'il est «fixé» qu'un sujet peut ensuite se déployer dans un système d'échange généralisé avec son environnement social et culturel.

Les groupes sectaires s'emparent des âmes errantes qui, comme le montre l'étude menée par l'équipe du Centre Georges Devereux, ont ceci de particulier qu'elles sont en quête d'un ancrage dans une vision et dans une compréhension renouvelée du monde. Elles ressentent le besoin d'aller voir « ailleurs », de sortir des sillons d'une normalité attendue et de se mettre dans un « en dehors » qui leur apporte le surcroît de sens attendu. Dans ces



situations singulières, les familles et les systèmes d'affiliation culturelle apparaissent comme n'étant plus en mesure d'inscrire ces individus dans des attachements culturels porteurs et dynamiques. Il nous semble que la société et les forces qui la traversent et la constituent participent de cette fragilisation notamment par le biais des effets de violence symbolique qu'elle produit.

C'est pourquoi nous soutenons qu'il faut intégrer à la pensée du phénomène « sectaire » ces violences de société qui produisent du « mépris social », lequel pose un problème de consentement envers les institutions. Lorsque ces dernières promettent l'universel au prix d'un déracinement, mais que ce détachement ne donne pas lieu à l'accès à une fonctionnalité professionnelle ou l'affiliation à des collectifs de travailleurs (l'effondrement de la conscience de classe), alors elles fabriquent des « inutiles au monde », qui « d'inutiles au monde » vont s'en aller chercher une cause qui veut bien d'eux, une cause qui leur donne un fondement et qui fait qu'ils sont à eux-mêmes leur propre origine, rejetant toutes formes d'antériorité à l'exception de l'objet « archaïque », le grand Un-Tout. Il ne reste plus qu'aux experts de l'entreprise sectaire, véritables maîtres en techniques d'assujettissement, à offrir à ces âmes damnées un ravisement qui les sauve.

L'espace symbolique

Il est, au sein de nos sociétés, un espace central que nous qualifierons avec Henri Goldman de symbolique⁴, un espace au sein duquel nous disons ce que nous sommes, ce que nous avons été, ce que nous voulons être. C'est au sein de cet espace que se définissent des délimitations qui séparent le légitime et l'ilégitime, ce qui a droit de cité et ce que nous identifions comme menaçant ou étranger. Les

arènes médiatiques et les lieux de débat démocratique constituent autant de scènes sur lesquelles ce travail d'établissement de la légitimité politique et culturelle va se déployer. Cela étant, en tant qu'il constitue un lieu de lutte et de conflit qui permet à des prétentions d'accéder à des biens de reconnaissance, il en résulte également des formes de rejet et de

délegitimation et, dans certains cas, de violence. Ainsi en a-t-il été, au lendemain de la tuerie « Charlie » lorsque certains ont sommé les musulmans de se démarquer de ces actes barbares, les soumettant, de façon très subtile, à une présomption de culpabilité. « *S'ils doivent se désolidariser, c'est donc que nous les présumons coupables* ». Voici une illustration de cette violence symbolique, laquelle - pour être efficace - doit fonctionner comme méconnaissance de ses mécanismes internes et dont un des effets recherchés consiste à disqualifier les cultures de ceux qu'elle cherche à dominer.

Travailler sur les attachements

L'exploration des ressorts qui animent ces violences de société constitue une des premières tâches pour qui prétend appréhender ce maléfice de l'appartenance que constitue le phénomène sectaire. Nous pensons qu'il est également nécessaire de prendre en considération les attentes de mutation identitaire (acquérir une nouvelle identité) que formulent les candidats à l'offre sectaire, ainsi que leur appétence pour les vécus traumatiques.

Il s'agit, sous le contrôle étroit d'une structure de supervision, de mettre en œuvre des dispositifs d'inspiration initiatique qui permettent à ces âmes en recherche de vivre un questionnement sur la nature

des attachements qui les constituent en tant qu'êtres de culture. Il est alors possible de les ouvrir aux questionnements de la transmission. De qui sont-ils les enfants ? Qu'ont-ils reçu qu'ils veulent à leur tour transmettre ? Qu'est-ce qui les fait « être » et qui les met dans le mouvement de la vie ? Là où règne la tentation du recours à l'Un et la quête de la simplicité, y substituer du multiple et de la complexité. ■

Alexandre Ansay

[1] Pour une description du dispositif Hard, se rapporter à l'article « De l'errance à la transmission », in *l'Agenda interculturel* n° 314, juin 2013.

[2] Jean-Louis Schwaertzeger et Tobie Nathan, *Sortir d'une secte*, Editions Les Empêcheurs de penser en rond, 2003.

[3] *Ibidem*, p. 238.

[4] Henri Goldman, *Le rejet français de l'islam, une souffrance républicaine*, Paris, PUF, coll. Souffrance et théorie, 2012.

Une minute de cris, pourquoi pas ?

Après le 7 janvier, des enseignants sont restés seuls et ont eu parfois du mal à affronter leurs classes déchirées entre questionnement, stigmatisation et colère. Gérer la violence n'est pourtant pas le rôle de l'école. Sa raison d'être devrait graviter autour d'un seul axe : « apprendre à donner soif » comme le disait Célestin Freinet. Facile à dire quand des élèves vous accueillent avec des quenelles à la Dieudonné et des « dommage qu'ils n'y sont pas tous passés en 42 » ! C'est ce qui est arrivé à Catherine François (47 ans). Professeur de psychologie, elle enseigne le français à des jeunes en filière générale et professionnelle dans une école publique de Bruxelles.

« Les étudiants étaient hyper agressifs. Ils ont subi le massacre des caricaturistes d'une tout autre manière : ils ont été pris dans un torrent médiatique de « montage du doigt ». Avec le recul, je comprends que leurs saluts nazis servaient juste à provoquer une discussion. Ils n'ont pas voulu respecter la minute de silence, décidée par l'école sans plus d'explication. Je leur ai dit que c'était sans doute des cris que les dessinateurs auraient aimé en hommage. C'est vrai qu'une minute de cris pour exprimer sa tristesse devant de telles violences eut été plus profitable.

Mais que faire avec autant de violence, avec deux camps retranchés ? J'ai préparé d'urgence un cours autour de

caricaturistes palestinien et algérien assassinés dans les années 1980 et 1990 parce qu'ils avaient défié l'ordre établi, j'ai ensuite terminé par ceux de Charlie Hebdo en leur montrant toutes les couvertures sans tabou. La discussion a démarré, souvent virulente. Aucun sujet ne fut épargné y compris la question de l'oppression des Palestiniens, et bien évidemment la liberté d'expression qui ne s'applique pas à Dieudonné mais au Front National qui vocifère sa haine sur tous les plateaux télé... Je leur ai rappelé que chacun d'entre nous possède un livre magique, référentiel, sacré : le Coran pour les uns, la Bible ou la Torah pour d'autres, Charlie Hebdo pour les athées comme moi. Il n'est pas question pour moi de salir leur livre sacré ; en même temps, ne m'obligez pas à le lire. L'idée n'est d'interdire aucun livre. Et tout dire n'est pas jamais dangereux.

Le début de la civilisation commence par l'empathie, la capacité de se mettre à la place des autres lorsqu'ils vivent des moments difficiles. Il y a dix ans, j'étais à Schaerbeek pour me recueillir devant la maison d'une famille musulmane assassinée par un fasciste, et rappeler que nous sommes soudés contre le racisme et l'islamophobie ; j'étais au Musée juif pour rendre hommage aux victimes également et dénoncer l'antisémitisme. Je demande également que les jeunes puissent trouver l'empathie nécessaire à se recueillir devant les dessinateurs de Charlie Hebdo, tous athées, même s'ils exècrent leurs dessins.

Les questions sont arrivées sans tabou, sous le signe du respect. Ensuite, à partir du poème « Liberté » de Paul Eluard, j'ai invité chacun de mes étudiants à écrire une strophe¹. L'exercice s'est passé dans une énergie exceptionnelle car tout a pu être dit, sans pénalité ni censure. A aucun moment, je n'ai sanctionné leurs mots, mais j'ai travaillé à les éduquer sur des sujets qui tournent autour de la liberté, rappelant que c'était un bijou dont on ignorait souvent qu'on le possède.

Parce que l'école c'est tout ça : donner soif, ouvrir l'appétit sur le savoir et entraîner les étudiants à réfléchir par eux-mêmes, à devenir de jeunes adultes libres avec un esprit critique sur le monde qui les entoure. »

Propos recueillis par **Ani Paitjan**

Bonus www.cbai.be

Lisez ces strophes composées par Angela, Azzedine, Gianni, Fatoumata, Diouldé, Hafsa, Flavia, Amine, Sairab, Nadir, François, Mohamed, Guluzar, Raphael, Cemalettin, Tania, Diogo, Marie, Jibril, Moad, Ana, Ayoub, Maria, Jonathan, Alexster, Lavinia.

Les ressorts de la théorie du complot

Jérôme Jamin

L'analyse des théories du complot montre qu'elles possèdent souvent une solide cohésion interne et que, loin d'être totalement absurdes, elles obéissent à une grammaire d'un genre particulier qui n'exclut en rien certains raisonnements logiques. Décodage avec Jérôme Jamin, auteur de *L'imaginaire du complot. Discours d'extrême droite en France et aux Etats-Unis*¹.

Il y a complot lorsqu'un petit groupe de gens puissants se mettent ensemble en secret pour planifier et accomplir une action illégale et inconvenante, une action qui a la particularité d'avoir une influence sur le cours des événements. Le complot est la rencontre et l'association volontaire entre deux ou plusieurs personnes dans le but de commettre par leurs efforts conjugués un acte criminel ou illégal. Dans ce contexte, la théorie du complot est une lecture du monde qui privilégie la recherche de complots pour expliquer ce dernier. Elle peut parfois viser juste et révéler un complot réel et incontestable – l'histoire est d'ailleurs souvent une histoire de complots –, elle peut stimuler l'esprit critique en nous invitant à ne pas croire aveuglément ce que l'on nous raconte, elle peut renvoyer à un monde « lu à l'envers » où tout ce qui est présenté comme vrai est faux, et inversement.

Dans les théories du complot, on trouve à chaque fois un premier groupe d'individus occultes et puissants qui cherchent à dominer le monde, un deuxième groupe, majoritaire, formé de gens manipulés sans le savoir (le peuple, la population, les « gens », etc.), et enfin un troisième groupe, souvent plus petit, composé de gens courageux qui connaissent la vérité et qui se battent contre le complot. Il existe d'ailleurs un lien fondamental entre l'importance et la gravité du complot dénoncé par les gens courageux et le rôle de héros voire de surhomme qu'une telle dénonciation donne aux protagonistes de la troisième catégorie. Ces gens lucides qui voient ce que les autres ne voient pas deviennent de véritables prophètes : « *Le bouc émissaire supporte la faute quand ceux qui le dénoncent sont traversés par un sentiment de vertu et d'unité totale*² ».

Sur le plan du mode de raisonnement, si le scientifique considéré comme « normal » cherche la vérité par déduction et induction et par observation, il teste aussi son hypothèse et est prêt à l'infirmer si les preuves ne vont pas dans le bon sens. Il en va tout autrement pour l'adepte du complot qui, en revanche, connaît la vérité dès le départ et se contente de chercher des confirmations de cette vérité. Ainsi, certains théoriciens du complot considèrent que le gouvernement américain ou la CIA ont eux-mêmes organisé les attentats du 11 septembre 2001 et, à ce titre, ils collectent systématiquement tous les éléments troublants qui contredisent la version officielle. D'autres pensent qu'Israël vise à dominer d'abord le Moyen-Orient et ensuite le reste du monde et, à ce titre, ils sélectionnent dans l'actualité tout ce qui corrobore cette

analyse, notamment au niveau de l'appui des Etats-Unis à Israël. D'autres enfin pensent que l'Occident est l'œuvre de Satan et prennent pour preuve la pornographie, la légalisation de l'avortement, l'euthanasie, l'homosexualité et tout ce qui, à leurs yeux, affiche un monde sans Dieu et sans valeurs.

Le théoricien du complot n'est pas fou

Il pense simplement qu'il a raison et ne cherche, et ne sélectionne dès lors, que les sources qui confirment son point de vue. Il n'a pas besoin d'établir une démonstration. Ce type de raisonnement permet par exemple aux négationnistes d'affirmer que l'existence de l'Etat d'Israël est la preuve que la Shoah était bel et bien une invention ! Elle était destinée à culpabiliser les Occidentaux et donc à favoriser les accords nécessaires à la création de l'Etat juif après la Deuxième Guerre mondiale. La vérité de départ qu'ils ne démontrent pas, c'est le fait que la Shoah est une imposture, mais ensuite tout ce qui suit est interprété en vue de confirmer cette vérité de départ. Ainsi la meilleure preuve que les chambres à gaz n'ont pas existé, c'est précisément qu'Israël existe... Le complot a réussi.

Si l'analyse scientifique « classique » mobilise un ensemble de données empiriques avec pour objectif de mettre à jour des théories ou des lois plus générales, l'auteur des théories du complot va privilégier la déduction et formuler des hypothèses, mais avec des prémisses fausses, ou en tout cas qu'ils ne démontrent pas, et qui joueront cependant un rôle important. En d'autres termes, la conclusion précède toujours la démonstration, et à chaque fois, on commence la démonstration

en fournissant d'emblée l'explication, et puis on organise ensuite les faits – on fait une sélection orientée – pour corroborer cette explication. Les théoriciens du complot se fondent en fait sur une réflexion circulaire qui implique un aller-retour permanent entre une affirmation de départ non démontrée et l'accumulation minutieuse de multiples éléments troublants susceptibles de donner du crédit à ce qui reste cependant non démontré. Il est par exemple évident que les Etats-Unis soutiennent de façon manifeste l'Etat d'Israël et il est possible d'accumuler de multiples preuves de cette réalité. Cela ne démontre cependant pas qu'Israël vise à dominer d'abord le Moyen-Orient et ensuite le reste du monde. Il est également évident que la pornographie, l'homosexualité ou l'avortement font partie de la vie des Occidentaux – parmi plein de choses – mais cela ne démontre pas que c'est l'œuvre de Satan et que c'est le fruit d'une conspiration, où que les Occidentaux sont tous adeptes ou en accord sur ces questions.

Pour penser de cette manière, les théoriciens du complot laissent entendre que tous les phénomènes sociaux, politiques et historiques sont l'effet et les conséquences directes de l'action consciente, volontaire et délibérée de quelques hommes, ce qui implique que « *rien n'est dû au hasard* », « *que ce qui est compliqué est en fait un écran de fumée ou une manipulation* », « *qu'il n'y a pas de fumée sans feu* ». Dès lors, à partir du moment où des hommes font l'histoire, des hommes seulement et pas les hommes en général, il est possible de tout expliquer à partir d'une cause, d'une action, d'une source, d'une prémissse unique. En effet, explique Raoul Girardet, avec l'idée que quelques individus fomentent un vaste complot mondial, « *tous les faits, quel que soit l'ordre dont ils relèvent, se trouvent ramenés, par une logique apparemment inflexible, à une même et unique causalité, à la fois élémentaire et toute-puissante*³ ». Enfin, avec ce qui précède, le théoricien du complot affirme que tout dans la vie quotidienne doit avoir une cause claire, bien déterminée et facilement identifiable, tout doit avoir un sens logique et simple à identifier. Par exemple, l'Etat islamique en Syrie et en Irak ne peut pas être le fruit d'une multitude d'erreurs stratégiques dans la région depuis la chute de Saddam Hussein en 2003, il ne peut être que l'aboutissement d'un projet qui profite soit aux Américains, soit aux Israéliens, soit au régime de Bachar el-Assad. Le chaos est toujours vu comme un chaos volontaire. Ce qui bien entendu ne veut pas dire que certains n'ont pas intérêt à laisser pourrir une situation. Mais c'est autre chose, il n'est alors plus question de complot.

L'interprétation de la suspicion

En considérant que le monde n'est pas tel qu'il est mais qu'il obéit à des logiques invisibles liées à des pratiques occultes, les théories du complot développent une « herméneutique de la suspicion » où les faits avérés deviennent des faux (ou des manipulations), où les événements deviennent des fictions, et où les certitudes deviennent des doutes. En effet, une fois le principe du complot accepté, « *toute preuve*

relative à un élément devient une contre-preuve dans un univers *lu à l'envers*⁴ ». Cette tendance est d'autant plus forte que les médias nous ont habitués à quelques erreurs au mieux, et à quelques mensonges caractérisés au pire !

Par ailleurs, si les théories du complot fonctionnent, c'est parce qu'elles contiennent souvent une part de vérité, et que le complot doit toujours reposer sur un minimum de réalité pour être reconnu. C'est ici que les petits détails sont utiles. A chaque drame, à chaque conflit, à chaque attentat, il y a toujours des incohérences, des zones d'ombre et d'autres éléments qui alimenteront ensuite la suspicion chez ceux qui sont persuadés dès le début qu'il y a un complot à l'œuvre.

Enfin, dans le mode de réflexion du théoricien du complot, tout est obligatoirement et forcément lié. Les connections sont cachées et le théoricien du complot doit les découvrir car « tout est lié ». Au final, devant la complexité du monde, les théoriciens du complot, leurs adeptes, leurs lecteurs et les partis et groupes politiques qui s'en inspirent tentent de mettre de l'ordre dans le chaos, de la simplicité dans la difficulté, de la connaissance à la place de l'ignorance.

Les théories du complot ont pour origine la volonté de révéler, avec de nouvelles théories, ce que d'autres façons d'interpréter le monde ne parviennent plus à expliquer. La quête d'une analyse unique et facilement compréhensible explique d'ailleurs pourquoi les théories du complot sont à la fois généralisantes, globalisantes et totalisantes.

Face au conflit israélo-palestinien aussi horrible et complexe qu'injuste et insoluble, face à l'Etat islamique et à son développement fulgurant au rythme de ses décapitations et des attentats qu'il revendique, face aux grandes puissances qui agiront de façon très différente en fonction de paramètres froidement égoïstes (pétrole, finance, alliances, etc.), il y a de quoi être plongé en permanence dans l'incompréhension et la complexité. Les théories du complot affichent en revanche au grand jour la simplicité jusque-là occultée du monde. Bref, elles nous rassurent lorsque le monde nous fait peur et que les explications officielles ne sont pas à la hauteur. ■

Jérôme Jamin

Professeur de Science politique à l'Université de Liège et directeur du centre d'études Démocratie, democratie.ulg.ac.be

[1] Jamin Jérôme, *L'imaginaire du complot. Discours d'extrême droite en France et aux Etats-Unis*. Amsterdam, Presses Universitaires d'Amsterdam, collection « IMISCOE dissertations », 2009. L'ouvrage est disponible via www.democratie.ulg.ac.be

[2] Berlet C. et Lyons M., *Right-Wing Populism in America*, New York, Guilford Press, 2000, p. 8.

[3] Girardet R., *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Le Seuil, 1986, pp. 54-55.

[4] Goldschläger A. et Lemaire J., *Le complot judéo-maçonnique*, Bruxelles, Labor/Espace de libertés, 2005, p. 14.

Citoyen, mais encore ?

Michael Pivot

Si le mouvement antiraciste s'avère incapable de s'aligner sur un cahier de revendications communes, il est vain d'espérer mettre en mouvement la société dans sa diversité. La stratégie d'ENAR, réseau européen contre le racisme, s'appuie sur cette évidence. Elle développe des actions transversales et intercommunautaires, tout en créant des espaces où diverses organisations antiracistes peuvent se rencontrer et générer des synergies.

ENAR, le réseau européen contre le racisme, s'est longtemps limité à une approche universelle de l'antiracisme. Il s'agissait de combattre le racisme à l'encontre de l'ensemble des minorités ethnoculturelles et des migrants. Il a fallu attendre longtemps pour que l'ENAR commence à comprendre la nécessité d'articuler une approche à la fois transversale, universaliste, avec des approches spécifiques à l'encontre des principales formes de racisme dans nos sociétés (antisémitisme, islamophobie, afrophobie, antitsiganisme et racisme anti-migrants)¹.

C'est la situation critique des Roms qui a été à la base de l'évolution de notre approche dès 2004. ENAR s'est rendu compte que l'approche classique des discriminations raciales, et en particulier du racisme systémique d'un niveau tel qu'il est vécu par les Roms au travers de l'Europe, ne pouvait suffire à démêler l'écheveau complexe des éléments historiques, sociaux, politiques, culturels et économiques qui avaient conduit à cette situation.

Il va de soi que les membres d'ENAR ont, dès le départ, mesuré les risques inhérents à ces approches spécifiques : la tribalisation de l'antiracisme (Mouloud Aounit, MRAP), ou encore sa culturalisation (Paul Gilroy), à savoir remplacer la lutte contre le racisme par une diversité culturelle exacerbée², en évitant d'attaquer les causes sociales et économiques profondes de ce phénomène. Le maintien d'une approche universaliste, travaillant sur les points communs entre les différentes formes de racisme, mais aussi sur les questions intersectionnelles, s'est donc révélée être un impératif pour l'ENAR, plate-forme de convergences entre les luttes. Et ce d'autant plus que l'approche « en silos »³, débouchant parfois sur certains travers communautaristes, peut relever, au départ, de contraintes matérielles.

D'une part, la crise aidant, beaucoup d'organisations antiracistes et/ou communautaires de terrain voient leurs ressources se réduire comme peau de chagrin, limitant leurs capacités à investir au-delà des besoins immédiats de leurs publics cibles respectifs. D'autre part, la complexité grandissante de la lutte contre les discriminations raciales impliquée par les analyses de l'impact du racisme systémique au sein de chaque secteur de la société ainsi que l'augmentation de l'expertise nécessaire pour fournir aux décideurs politiques des propositions de solutions concrètes et praticables, requièrent une spécialisation croissante qui, à enveloppe budgétaire fermée, empêche également des organisations

de terrain de s'occuper de différentes formes de racisme de manière équivalente.

Il n'en reste pas moins que la tentation de ne travailler qu'au profit de sa communauté est une problématique que le mouvement antiraciste doit absolument prendre au sérieux, sans pour autant la dé-corréler de la pression individualiste néolibérale.

Les identités : un débat en boucle

Par ailleurs, l'approche spécifique soulève bien entendu la question de l'attention particulière qui a été dédiée à l'identité au cours de ces trente dernières années. Son émergence ne résulte pas d'un phénomène naturel. La question des valeurs et de l'identité est apparue dans le domaine politique au début des années 1980, suite à une convergence croissante entre la gauche sociale-démocrate et la droite sur les questions d'économie et de redistribution⁴. Ce déplacement du centre de gravité de la gauche vers cette question a ouvert un boulevard à l'extrême-droite : l'identité et les valeurs sont une source inépuisable de conflictualité sociale : tout le monde a des identités et des valeurs, bref des déclencheurs émotionnels puissants, et ces dernières sont en reconfiguration permanente, ce qui permet de renouveler et de raviver le débat sans fin. Et étant donné que le débat sur les valeurs n'implique aucun « reality check » pour les positions les plus extrêmes, c'est celui qui poussera le bouchon le plus loin qui finira par rafler la mise comme on a pu le constater dans de nombreux pays européens. Les tenants des discours « identitaristes » ne remettant jamais en cause les structures inégalitaires de nos sociétés, y compris en faveur des classes précaires blanches, ils n'ont

finalelement rencontré que peu de résistance au sein de la population. Et ce d'autant plus que chaque mouvement sectoriel pour l'égalité était lui-même traversé par ces questions. Les déchirements des mouvements syndicaux et féministes sur la question du voile en sont une illustration.

La citoyenneté n'inclut pas

C'est dans ce contexte très particulier que la notion de citoyenneté est apparue comme la panacée qui permettrait d'une part de réenchanter un électoral de plus en plus désengagé de la politique, et d'autre part de (re)connecter avec les nouvelles classes dangereuses (essentiellement les jeunes musulman-e-s « des quartiers ») en voie de déclassement. Au sein d'ENAR, le discours sur la citoyenneté a toujours été connecté à la problématique de l'obtention de la citoyenneté européenne comme sésame de la *participation politique* des migrants. Le but ultime étant qu'ils puissent peser pleinement sur les décisions collectives concernant directement leurs propres vies.

En dehors de cela, l'accent a toujours été mis sur la participation politique, sociale et économique, quelles qu'en soient les formes et les vecteurs, car la citoyenneté, en soi, est un concept excluant : il laisse de côté toutes les résident-e-s en Europe, régulier-e-s ou non, qui contribuent pourtant quotidiennement à nos sociétés sans avoir voix au chapitre. Par ailleurs, ENAR reste attentif aux effets pervers du discours sur la citoyenneté : à l'heure de l'essoufflement généralisé de la démocratie parlementaire élective, la citoyenneté envisagée sous le mode exclusif de la participation électorale et imposée comme impératif aux citoyens de deuxième et troisième générations est-elle la meilleure voie pour générer du « faire ensemble » ? Le discours sur la citoyenneté n'a-t-il pas non plus pour fonction de disculper la société majoritaire de son échec à mettre en œuvre l'égalité en pratique, telle qu'elle y est pourtant contrainte par les directives pour l'égalité raciale et dans l'emploi, en rejetant sur les individus l'entièvre responsabilité de leur (non) intégration, de leur (non) participation ?

Faire ensemble

Si l'enfermement dans la question identitaire est un piège, la citoyenneté n'en est peut-être pas la meilleure porte de sortie. Après plus de trente ans de discours sur l'identité, il est vain d'espérer s'en défaire avec un autre concept, souvent incantatoire, d'autant que la conscience croissante des multiples facettes de l'identité de chaque individu et

des protections qu'elles requièrent dérive également de l'approfondissement de notre self-perception comme des sujets porteurs de droits et de libertés inaliénables. Dans le contexte plus large de déclassement généralisé des classes moyennes et laborieuses, de précarisation toujours plus grande du statut de travailleur et de l'identité structurante que cela représentait, d'autres facettes identitaires, telles que certains aspects culturels, ethniques, religieux, genrés ou encore l'orientation sexuelle, en viennent à prendre une place plus structurante en permettant à nombre de personnes de tenir debout face au broyage sociétal auquel elles doivent faire face. En ce sens, la participation au bien-être collectif et à l'intérêt général humain doit s'inscrire dans un grand récit social et économique qui ne nie pas la dimension identitaire, mais la remet à sa juste place : un ensemble de modalités d'être au monde et à soi au sein d'une société profondément égalitaire où chacun-e jouit des droits individuels et collectifs les plus étendus possibles. Ce qui implique une redistribution radicale des richesses et du pouvoir, où la question identitaire devient rapidement secondaire, pour ne pas dire non pertinente.

En conclusion, la question se pose moins en termes de citoyenneté qu'en termes de participation inclusive au « faire ensemble », par la re-création d'un horizon sociétal commun et de la mise en œuvre d'actions concrètes pour y parvenir. Nous sommes partie prenante d'un lent processus, souvent imperceptible, de maturation sociale : les jeunes d'aujourd'hui ne sont plus prêts à accepter d'être renvoyés à de l'occupationnel. Fini le simple terrain de basket pour éviter qu'ils n'aient l'idée d'aller enquiquiner les gens du quartier. Ce qui les botte, c'est comment ils vont pouvoir impacter leur quartier, leur ville, notre monde et prendre part à l'organisation de notre lieu de vie commun en tant qu'acteur, et non plus spectateur, de leur et de notre avenir. C'est bien plus que la citoyenneté, et ce sans nier qui nous sommes. ■

Michael Pivot

Directeur de ENAR
(European Network Against Racism)

[1] Voir M. Pivot, *Racisme en Europe, vieux démons, nouveaux oripeaux ?* in « *Nouvelles figures du racisme et de l'antiracisme* », Revue Politique, 88, janvier 2015, pp. 30-33.

[2] Voir M. Pivot, *Afrophobia and the fragmentation of anti-racism*, in *Invisible Visible Minority, confronting Afrophobia and advancing equality for People of African Descent and Black Europeans in Europe*, Bruxelles, ENAR, 2015, pp. 31-38.

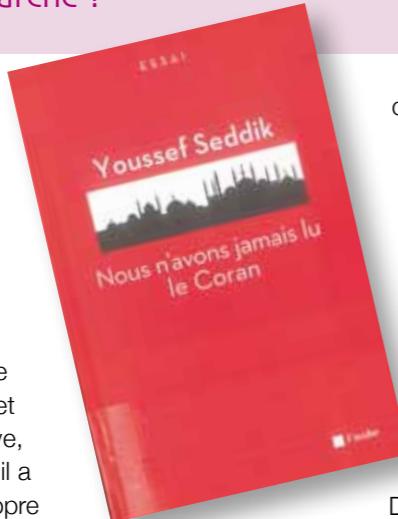
[3] A savoir que les organisations ne travaillent que sur une cause spécifique – un silo : antitsiganisme, antisémitisme... – à la quasi exclusion de tout autre cause, mais développent une connaissance approfondie de leur problématique.

[4] J.-P. Chevènement, *Défis républicains*, Fayard, Paris, 2004.

Descendre dans l'arène du débat

Entretien

Libre penseur musulman tunisien, Youssef Seddik¹ voudrait que le débat sur l'islam s'ouvre « à n'importe quel citoyen armé de bon sens ». Pour cultiver ce bon sens, le philosophe anthropologue appelle les musulmans à inscrire le Coran dans le XXI^e siècle, et à remettre en question la tradition qu'il qualifie de « fenêtre aveugle sur la parole révélée ». Une révolution en marche ?



AI : Ce que vous écrivez et dites en public ressemble à un appel à révolutionner l'islam.

Youssef Seddik : Il faut effectivement révolutionner l'islam. Comment le christianisme a-t-il évolué ? Par une guerre des religions qui a provoqué deux siècles de cataclysmes en Europe, avec le massacre des protestants de la Saint-Barthélemy, et autres expulsions et tueries. En définitive, qu'a fait Luther ? En popularisant la Bible, il a rendu service et au catholicisme et à sa propre vue du christianisme. Avant lui, l'Allemand qui ne comprenait pas le latin ne pouvait accéder à la Bible. Désormais, il réfléchit tout seul. Cette révolution, nous la voulons en islam ! Il faut d'abord faire accéder le Coran aux plus intéressés, à savoir les citoyens musulmans, et non pas le donner aux imams.

AI : Avec cet appel à révolutionner l'islam, quel impact produisez-vous, vous et d'autres intellectuels, auprès des populations musulmanes ?

Youssef Seddik : L'Occident est un espace démocratique où nous éditons énormément, et où, lorsque je parle avec vous, je ne crains absolument rien. D'un autre côté, de l'Indonésie jusqu'au Sénégal, beaucoup d'intellectuels luttent pour diffuser ce message, parfois au prix de leur quiétude ou de leur vie. Quand des intellectuels syriens, libanais, égyptiens ou marocains veulent participer à des conférences, il n'est pas rare que les autorités publiques les en empêchent. Nous souffrons énormément dans le monde musulman. En Tunisie, nous sommes une dizaine de femmes et d'hommes engagés dans cette lutte. Combien de fois un gouverneur ou un préfet nous a envoyé un message nous prévenant de ne pas participer à une conférence « qui risque de provoquer des désordres » ? Les organisateurs sont sur leurs gardes, les invités ont peur. Et donc, nous n'y allons pas... Jusqu'à présent, ma certaine sécurité relève du fait que les fondamentalistes trouvent au moins que je dis des exactitudes. Je connais l'histoire. Je commence ainsi à éduquer ces gens pour qu'ils descendent dans l'arène de la discussion sans se réfugier dans la provocation facile. Mais la majorité ne comprend rien, quelles que soient la pédagogie et la mansuétude avec laquelle on parle. Ils savent juste nous lancer à la figure : « *Blasphémateurs, mécréants !* ». Même A. Mourou, le

deuxième personnage du parti islamiste tunisien Ennahda, a été blessé en plein visage pour m'avoir présenté comme un savant qui essaie de trouver une issue pour l'islam à la crise du savoir. Pour avoir signé « *L'autre message de l'islam* », Mahmoud Taha, ingénieur soudanais, a été exécuté en 1985. Dans un de ses chapitres, il a écrit que ni le voile, ni la polygamie, ni la répudiation, ni le djihad ne sont essentiels à l'islam.

Des musulmans l'ont critiqué en se basant sur le jeu « abrogé, abrogeant » dans la lecture du Coran. De quoi s'agit-il ? Certains musulmans prétendent que tel verset est abrogé par un verset plus tardif dans le texte. Je donne un exemple. Un verset dit : « *Nulle contrainte en religion, voici que la raison émerge de la déraison* ». Quoi de plus moderne ? Pourtant, un musulman réactionnaire prétendra que ce même verset a été abrogé par le verset du Sabre : « *Tuez-les là où vous les trouvez, les ennemis de l'islam* ». Taha nous a expliqué qu'il est impossible que Dieu abroge des versets dans le texte. L'abrogation, c'est le temps qui s'en charge. Par exemple, il existe quantité de versets dans le Coran qui gèrent l'esclavage. Puisque l'esclavage n'existe plus aujourd'hui, ces versets sont restés dans la récitation tout en perdant leur valeur de conduite.

AI : Comment essaimer vos idées quand la parole ne circule pas librement dans les pays arabes ?

Youssef Seddik : Nous menons une lutte qui ne se gagnera pas en un jour. Le droit à la parole est un principe même de la citoyenneté, même si l'on profère des bêtises. Certains me prendront pour un surréaliste, d'autres réfléchiront aux pistes que je propose. Et quoi qu'il en soit, nous disposons du droit le plus

élémentaire de plaisanter, surtout sur une question aussi commune et universelle que le divin.

Il faut ouvrir des espaces de débats, cela dès le plus jeune âge. Je le dis à tous les ministres de l'Education nationale des Etats européens maintenant atteints dans leur chair. Les jeunes musulmans devraient être familiarisés au Coran à partir de sourates joyeuses et compréhensibles. Mais on fait juste le contraire : on commence par leur décrire les flammes de l'enfer et la peau qui se renouvelle sans cesse pour que la torture s'éternise !

AI : Comment les djihadistes peuvent-il arriver à une telle « prédation » sur le Coran ?

Youssef Seddik : Parce que le texte fondateur a été récupéré par une « église » illégitime. Le propre de l'islam est qu'il n'existe pas de médiation ecclésiale entre le divin et l'individu.

L'horizontalité s'installe entre Dieu et moi, un individu singulier avec son acquis. Qu'il soit rudimentaire ou savant, cet acquis me relie à Dieu. Les musulmans ont oublié cette horizontalité entre le singulier et le divin. Et c'est ce qui fait tout le mal de l'islam depuis pratiquement la mort du prophète en 632. Dès sa mort et durant une vingtaine d'années, une guerre civile atroce a éclaté. Juste après, le califat héréditaire s'est institué. Ce qui est une aberration, puisque, dans le Coran, une sourate évoque la délibération : on se consulte entre citoyens pour les affaires d'ici-bas. Voici le début de la démocratie. Pourtant, très tôt après la mort du prophète, le califat héréditaire l'a trahi. Quatorze siècles d'erreur !

AI : Dans *Nous n'avons jamais lu le Coran* (2004), vous dénoncez en effet « un millénaire et demi de lectures fallacieuses ». Que peuvent faire les musulmans pour sortir de cet énorme bruitage ?

Youssef Seddik : Tout simplement, nous devons revenir au Coran pour le séculariser, c'est-à-dire l'inscrire dans notre siècle.

AI : Par exemple, vous dites que les cinq piliers de l'islam n'existent pas dans le Coran.

Youssef Seddik : En effet. Et personne ne m'a détrôné.

AI : Dans *L'arrivée du soir : cet islam de lumière qui peine à devenir* (2004), vous écrivez aussi que le mot jeûne est utilisé pour définir le silence. Ça changerait la donne en période de ramadan... Qui connaît ces « détails », à part les savants comme vous ?

Youssef Seddik : Pour faire une vraie lecture du Coran, il faut pouvoir le situer dans son lexique. Un exemple banal en français : au 17^e siècle, le mot « espérer » voulait dire « attendre ». Pour en revenir aux musulmans, ils n'ont pas

mesuré à quel point un mot du temps de Mahomet peut complètement changer de sens en quatorze siècles. Ce travail élémentaire n'a pas encore été accompli.

Par ailleurs, nous sommes prisonniers d'une complémentarité obligée dont nous n'avons pas pu nous défaire, imposée entre le Coran qui vient de Dieu et un texte rassemblé deux siècles après la mort du prophète et qui s'appelle « La parole du prophète » [la tradition]. Ces chroniques, tout à fait douteuses, parce que racontées par une chaîne de transmetteurs pendant trois siècles, doivent être mises en critique. Le Coran est aujourd'hui détourné de sa clarté à cause de cette somme de chroniques qui le doublent, sinon priment sur lui.

On a établi une autorité « ecclésiale » absolument indue dans le Coran, puisque le rapport entre Dieu est presque intime. Un verset dit : « *Si tu poses la question où je [Dieu] suis, je suis aussi près de toi que ta veine jugulaire* ». C'est extraordinaire ! Pourtant, les musulmans l'ont oublié pour établir à la place une construction énorme commandée par les imams. Or, qu'est-ce qu'un imam ? C'est juste un homme qui connaît le Coran pour le réciter devant des gens qui le suivent par l'écoute. Il n'a pas d'autres fonctions. En arabe, imam provient d'une racine signifiant « devant » : être devant. Il n'existe pas d'imam institutionnel en islam.

AI : En Belgique, en France et ailleurs en Europe, les gouvernements se trompent-ils de politique lorsqu'ils cherchent à mettre en place une formation solide, voire obligatoire, des imams ?

Youssef Seddik : La formation des imams est importante, mais pas pour les instituer en fonctionnaires. Je voudrais que tous les musulmans apprennent le Coran, et surtout que tous apprennent tout, y compris la convivialité, la citoyenneté, etc. Je ne suis pas en faveur d'un enseignement spécifique pour imam. Si c'est l'intention du politique, il se trompe. Si on fait de l'imam une fonction, on entre dans la logique de ceux qui veulent substituer un islam « d'église » à l'islam libre.

AI : Dans ce cas, que conseilleriez-vous aux pouvoirs publics ?

Youssef Seddik : Je conseille de ne pas encourager le communautarisme, mais de soutenir le savoir et l'insertion dans la citoyenneté. Dans la rue, les gens convergent en des points communs, sauf en ce qui concerne la religion. Nous devons réserver la religion à une singularité, par un mouvement vertical d'un individu vers la transcendance.

La religion ne peut affecter l'espace public, par définition pluriel. ■

 **www.cbai.be**

Retrouvez l'interview intégrale.

[1] Y. Seddik a donné une conférence sur « L'islam, ce refoulé de l'histoire de la Méditerranée » le 28 février à Bruxelles, à l'invitation de l'ADTB (Association des démocrates tunisiens au Benelux). Contact : adt.benelux@gmail.com

Plaidoyer pour une troisième voie

Entretien

Philosophe de la religion et aussi animateur de l'émission *Cultures d'islam* sur France Culture, Abdennour Bidar a le verbe à la fois décomplexé et bienveillant. Cet auteur prolifique signe un *Plaidoyer pour la fraternité* où il appelle musulmans comme non musulmans à « se responsabiliser sans accuser ».

AI : Dans votre *Plaidoyer pour la fraternité*, vous écrivez qu'« un corps sain n'engendre pas de pourriture » mais que ce « cancer » de l'islam reste un sujet tabou et interdit. Pourtant, vous n'y allez pas de main morte ! Si vous n'étiez pas musulman, on vous taxerait pour le moins d'islamophobe...

Abdennour Bidar : Je ne me gêne pas. Mais il y a deux facteurs à prendre en compte. D'abord, Rachid Benzine, Malek Chebel, moi et d'autres intellectuels encore, nous avons la chance de nous exprimer en dehors du monde musulman. Dans un certain nombre de pays musulmans, notre parole ne jouirait pas du même droit à la liberté d'expression. En novembre dernier, en Arabie saoudite, Raef Badaou, un blogueur qui a osé critiquer l'islam, a été condamné à cette peine ubuesque de mille de coups de fouet et de dix ans de prison.

Par ailleurs, nous occupons une position de contestataires minoritaires. Dans la communauté musulmane, nous n'avons pas l'audience de Tariq Ramadan. Toutefois, notre discours devrait finir par trouver son audience sur le moyen terme. J'ai cette espérance raisonnable parce que j'observe que des musulmans se sentent prisonniers d'une alternative fermée par rapport à la religion et à la culture : soit on prend tout, soit on abandonne tout. Ils n'ont pas de troisième voie, pas de modèle alternatif que j'appelle dans mon *Plaidoyer* une « fidélité infidèle à la religion et à la culture », c'est-à-dire cette possibilité, en tant qu'individu, de revendiquer le droit à trouver un rapport personnel et actuel à nos héritages, à notre culture, à notre foi. Je m'aperçois que de plus en plus de musulmans s'engagent dans cette recherche d'une troisième voie, parce qu'ils ne veulent plus de l'islam traditionnaliste qui reflète une image archaïque des croyants.

Beaucoup de musulmans aujourd'hui n'attendent que d'être décomplexés d'une autocensure. La culture musulmane à la fois basique et majoritaire a intériorisé l'idée que la religion ne se discute pas ; il y a du licite et de l'illicite. En même temps, l'individu contemporain n'est pas satisfait de ce rapport de servitude à la religion parce que tout le reste de la civilisation et du temps présent lui parlent au contraire de liberté de choix et de responsabilité. Cela provoque ainsi en lui-même une dissociation qui est en attente de réconciliation. L'être humain a besoin



de cohérence dans sa vie, il veut marcher sur deux pieds. Avec la modernité et très au-delà de l'Occident, nous sommes entrés dans l'ère de l'autonomie où l'homme veut décider par lui-même. Nous sommes dans ce temps du risque de la liberté personnelle.

AI : A propos de liberté, que répondez-vous aux personnes qui se sentent blessées dans leur identité à cause de caricatures du prophète ?

Abdennour Bidar : Je leur réponds qu'une foi forte n'est pas aussi fragile. Personnellement, je ne me sens ni blessé ni déstabilisé. Et pourtant, j'ai grandi dans une cité HLM, j'ai été un petit ostracisé, j'ai été un petit humilié. Mais j'ai pris activement en charge ma vie spirituelle pendant des années. Je considère que le droit de caricaturer le prophète ou l'islam doit être entier. A mes yeux, ce n'est pas incompatible avec l'attachement à la sacralité du prophète. J'ai tendance à mettre en

garde face à ce réflexe du sentiment d'humiliation qui nous enferme dans des logiques ruineuses d'accusations mutuelles, ce que j'explique dans mon *Plaidoyer*.

Que chacun, musulman ou non, revienne vers lui-même en s'examinant : « Qu'est-ce qui, peut-être, ne va pas chez moi et qui entraîne une telle fragilité et insécurité, au point d'avoir besoin de faire porter le chapeau à l'autre ? »

AI : Vous pointez ici la question des coresponsabilités. Contrairement à votre *Lettre ouverte au monde musulman*¹,

dans votre *Plaidoyer*, vousappelez à un examen de conscience collectif.

Abdennour Bidar : La *Lettre ouverte* sera publiée dans sa version complète le 1^{er} avril aux éditions LLL, Les liens qui libèrent. Elle reprendra ainsi une critique à double front, qui est un peu ma marque de fabrique. Elle pourrait s'intituler : « *Lettre ouverte au monde musulman et au monde occidental* » et développe l'idée d'une crise en miroir.

L'Occident et l'islam vivent une crise du sacré. D'un côté, nous avons un sacré dilué, avec des religions de substitution. D'un autre, nous observons le symptôme inverse avec un sacré très présent, ayant tendance à se rigidifier. Quelle chance paradoxale ! Car, au centre, nous sommes face à la même question : comment faire, ici et maintenant, pour trouver un rapport au sacré qui soit équilibré et nécessairement neuf ? La question est passionnante à condition de la comprendre non comme un choc des civilisations, mais comme une logique d'interrogation de nos héritages. C'est le moment de tout remettre sur la table, de faire le ménage. Un tri entre ce qu'on garde ou pas !

AI : « La fraternité comme amitié entre nous tous dans le vivre ensemble » n'est pas innée. S'apprend-elle en commençant par casser le postulat que l'homme est un loup pour l'homme ?

Abdennour Bidar : Je me réfère à Marshall Sahlins, un anthropologue américain qui a écrit en 2008 un tout petit bouquin : « *La nature humaine : une illusion occidentale* ». Il y explique que la culture occidentale préjuge que l'homme éprouve une tendance naturelle à la violence et à l'égoïsme. Personnellement, je pense que l'homme n'est ni bon, ni mauvais par nature, mais que tout dépend de l'éducation qu'on sera capable de lui donner, et surtout de l'éducation à la relation à l'autre dès le plus jeune âge. Comment apprend-on à se conduire avec l'autre ? Comment apprend-on à considérer l'autre ? Je crois que l'être humain est fait de potentialités : d'amour, de tendresse, d'envie de se soucier de l'autre. Elles seraient comme un sixième sens qui s'atrophie à partir du moment où le discours de la civilisation élève les individus dans une relative indifférence les uns vis-à-vis des autres.

J'observe en France une compulsion maladive avec laquelle on ne parle que de respect et de tolérance. Sur le plan moral, cette formule est complètement minimaliste par rapport aux possibilités d'un progrès humain. La tolérance et le respect maintiennent la distance. Tandis que la fraternité demande de nous rapprocher.

AI : En quoi le discours sur la fraternité ne risque-t-il pas de tomber facilement dans la fumisterie, fumisterie que vous critiquez d'ailleurs à propos des promesses d'égalité des chances ?

Abdennour Bidar : Je prends le cas français mais je pense qu'on peut l'élargir : il existe une promesse républicaine

[1] Publiée dans *Marianne*, le 13 octobre 2014.

d'égalité des chances qui n'est pas tenue. A partir de là, elle passe inévitablement pour un mensonge. Je crois à la nécessité du discours sur l'égalité des chances. Simplement, ce principe doit être suivi d'actes. De la même façon, si nous laissons la fraternité à l'état de principe, elle ne donnera rien du tout, à part une belle incantation de plus. C'est pourquoi j'énonce dans mon livre dix propositions concrètes pour une France fraternelle. Je veux montrer que la fraternité peut se traduire par un ensemble de politiques publiques. Un exemple concret dans le champ de l'éducation : comment apprend-on aux enfants à se conduire les uns avec les autres, notamment au sein de la famille ? En France, nous avons un problème entre les juifs et les musulmans. J'ai grandi dans une famille musulmane et je pose la question : quel est le discours tenu sur les juifs dans les familles musulmanes ? L'antisémitisme ordinaire présent dans beaucoup de ces familles devrait être pris en charge par une éducation à la fraternité.

AI : Parmi les dix propositions qui vous tiennent à cœur, j'en retiens une pour le moins imprévue : relancer le débat sur le revenu citoyen minimal. Elle sonne un peu comme « Cherchez l'intrus » !

Abdennour Bidar : En effet, on peut se demander ce qu'elle vient faire là ! Je voulais à la fois donner du concret et ouvrir le champ au lecteur, d'où mes propositions parfois inattendues.

Un revenu minimum permet à l'individu de mieux choisir la façon dont il veut s'investir dans la vie sociale, en échappant à la contrainte du travail. Etre obligé de prendre un job pour ne pas couler socialement peut ruiner les relations sociales car l'individu s'avance contraint dans la vie sociale. Je crois qu'il faut réfléchir à la façon d'entrer dans la vie sociale avec toutes les chances pour nourrir une relation agréable, féconde, détendue.

Il ne s'agit pas de donner une leçon de morale en vous exhortant : « Soyez fraternel ! ». Il faut créer les conditions pour apprendre la fraternité sinon, même avec la meilleure volonté, elle ne tiendra pas sur la durée. Parler de fraternité à quelqu'un qui vit dans un ghetto ou qui travaille dans des conditions pénibles, cela devient une fumisterie puisque qu'elle est inaccessible. Loin d'être moralisateur, j'aimerais nous amener à considérer que nous sommes capables de relever cet effort éthique. En même temps, des conditions de civilisation doivent se mettent au diapason pour valoriser cet effort. ■

Propos recueillis par **Nathalie Caprioli**

 **Bonus** www.cbai.be

Retrouvez l'interview intégrale.

Apprendre à penser, c'est radical

David D'Hondt

Comment l'annonce de Francis devenu Ali offre au professeur de religion catholique d'une classe, où la quasi totalité des élèves ont un lien familial avec l'immigration marocaine et l'islam, l'occasion de proposer un cours radicalement différent.

L'histoire se déroule dans la classe d'une école secondaire de l'enseignement professionnel dans un quartier populaire de Bruxelles. J'entre dans le local pour découvrir un élève qui cherche quelque chose sous son banc. Je l'interpelle. « *Francis, qu'est-ce que tu fais ?* ». Il me répond. « *Ali, Monsieur. C'est Ali* ». Pensant qu'il se paye ma tête, je nie sa remarque mais il revient à la charge : « *Monsieur, serait-il désormais possible de m'appeler Ali ? Je me suis converti à l'islam* ». Que répondre ? Que faire ? Vu les débats actuels, on attend peut-être de moi que je notifie aux autorités. Il s'agit peut-être d'un cas de radicalisation. Sauf que je bosse avec ces jeunes depuis plus de dix ans. Et voilà plus de dix ans que je les entends dire la même chose. Il n'y a rien de neuf. Pas de lien réel avec la Syrie ou *Charlie Hebdo*. Du coup, au moment où ce jeune annonce sa conversion, ce n'est pas lui qui devient radical mais le cours de religion qu'il suit. On oublie le programme du jour ou celui de l'année (la fameuse « programmation »). On oublie l'idée de refuser de l'appeler Ali car son nom sur la liste c'est Francis. On oublie l'idée de lui expliquer « la » vérité, ou « la » bonne version d'un islam « moderne ». On oublie les discours sur la radicalisation et la déradicalisation. On oublie tout, sauf de tenter quelque chose avec le groupe-classe, de profiter de cette occasion pour réfléchir. Réfléchir radicalement.

La divergence obligatoire

Le changement de nom lorsque l'on se convertit à une religion donnée est un sujet intéressant. C'est un point qui fait débat et pose à la fois des questions de société (dont celles de l'identité et du vivre ensemble) mais aussi une série de questions théologiques. J'en profite donc pour proposer un travail autour de cette question, à réaliser dans la durée. Pas un « débat » d'une heure pour dire qu'on en a parlé. Les élèves acceptent le contrat. Aujourd'hui on liste une série de choses et, le temps pour le professeur de mieux préparer, on continue aux cours suivants. Je demande alors à Francis, alias Ali comme je propose de l'appeler pour le moment, d'expliquer pourquoi il doit changer de prénom. « *Francis n'est pas un prénom musulman, je dois donc changer vu ma conversion* ». Quelques élèves en classe confirment les dires du nouveau converti. « *Rien à voir, ce n'est pas obligatoire* », réplique Hassan, un autre élève de la classe. Je leur demande alors comment on va expliquer la situation que l'on est occupés à vivre. « *On parle de divergence Monsieur* », répondra Shaïma. Tous ces éléments sont notés sur un panneau affiché en classe.

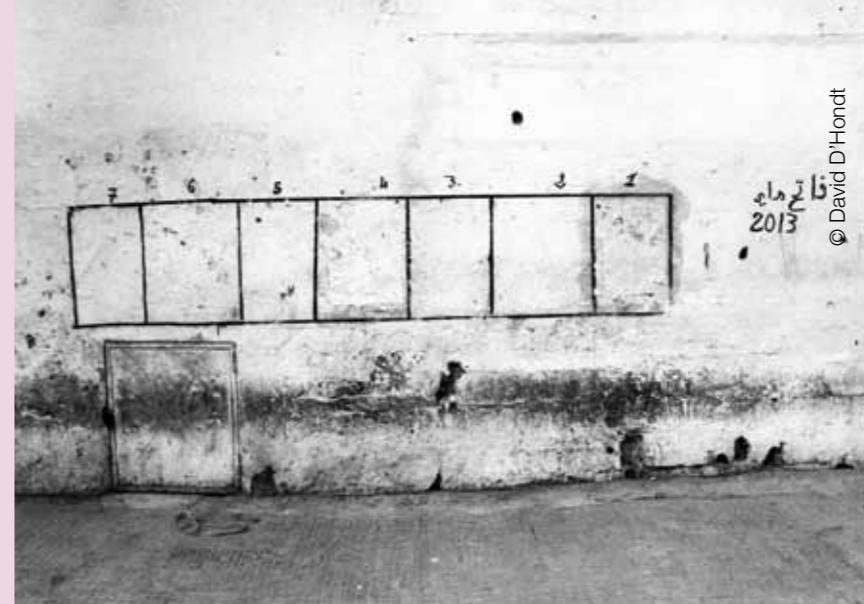
S'autoriser à réfléchir

Au cours suivant, je propose dès lors de diviser la classe en plusieurs groupes. Ceux qui pensent que Francis doit changer de prénom ; ceux qui pensent qu'il peut, que ce n'est pas obligatoire mais que c'est conseillé ; ceux qui pensent qu'il ne doit pas. Chaque groupe doit noter ses arguments et justifier, à l'aide des différentes sources de l'islam, ses

dires. A peine la consigne donnée, un nouveau problème apparaît. Un groupe explique qu'il est dans l'impossibilité de travailler. La raison invoquée ? « *Monsieur, on n'est pas des savants. Eux ils pourraient nous expliquer mais nous, qu'est-ce qu'on en sait ?* ». Je demande alors aux autres groupes ce qu'ils en pensent. « *Mais on peut réfléchir par nous-mêmes, avec le Coran et tout ça* ». Le débat fuse : « *Réfléchir par soi-même ? Tu veux modifier le Coran ou quoi ?* ». La réplique ne se fait pas attendre : « *Non mais je dois quand même l'adapter à ma vie, je vis pas dans un quartier avec des chameaux au désert comme à l'époque* ». Les divergences sont radicales. Le débat d'idées est là, un réel débat de fond autour de la lecture et de l'interprétation des sources. « *Du coup, comment on fait si un prénom est musulman mais aussi juif comme Ibrahim, c'est Abraham ?* », questionne un élève. « *Dieu parle arabe en fait ?* », se demande un autre.

La diversité de la pensée religieuse

En lieu et place de proposer une lecture qui serait la bonne et exclurait toutes les autres, je propose aux élèves de travailler sur toutes les interprétations et visions possibles. De la plus orthodoxe à la plus libérale. Objectif ? Les confronter à la diversité de la pensée religieuse. Pour ce faire, chaque groupe va devoir trouver des textes d'auteurs qui confirment leur position. Il leur est demandé de noter toutes les références des textes et des auteurs choisis. On s'arrête aussi pour se demander quelles sont les sources que les élèves utilisent au quotidien pour s'informer religieusement. L'imam du quartier ? Un site internet ? Des comptes Facebook ? Une application smartphone ? Apprendre à porter un regard critique sur cette manière de consommer l'information religieuse est intéressante. L'objectif est ensuite de placer ces auteurs sur un schéma de la pensée religieuse que l'on va construire ensemble. D'abord avec nos mots, puis, en tentant d'utiliser les bons termes (salafiste, réformiste, rationaliste,...) et



Découvrir plusieurs lectures possibles... Kenitra, Maroc, 2014

de les expliquer. Il ne s'agit pas de dire si on aime ou pas tel penseur, mais bien de le situer sur le schéma. S'agit-il de quelqu'un qui propose une certaine réforme ? Avance-t-il l'idée d'utiliser la raison ? Ou est-il plutôt rigoriste dans sa pensée ? On en profite aussi pour tenter de comprendre et de cerner la validité de ses arguments. Les élèves devront expliquer comment l'auteur argumente sa position (cite-t-il des versets coraniques ? Cite-t-il d'autres savants ? Présente-t-il ses dires comme la seule et unique vérité ?). Avec le temps et en proposant ce travail tout au long de l'année et pour des sujets différents, on passe alors d'élèves qui parlent de l'islam sunnite comme un tout à des élèves qui commencent automatiquement à tenter de situer l'auteur qu'ils lisent ou écoutent sur le schéma.

Situer dans la réalité

Faire le lien avec la réalité de la ville qu'ils habitent est aussi un élément important. Comment vivre ensemble si certains considèrent que le prénom Francis n'est porté que par des « mécréants » ? Va-t-on vers une séparation des populations qui habitent la même ville ? Les politiques en général et, celles des grandes villes en particulier, ne nous ont-elles pas déjà divisés ? Autant de questions qui doivent être travaillées avec les jeunes. Et puis, il faut réfléchir aux vécus des personnes dans la ville. Dans ce cas-ci, Francis devenu Ali a expliqué au groupe que son changement de nom était important car il marquait une rupture avec sa vie antérieure. « *J'ai changé, je laisse le mal derrière moi. C'est un nouveau départ* », dira-t-il à la classe. Réfléchir aux raisons qui peuvent pousser quelqu'un à se convertir, à la manière dont sa décision sera comprise ou pas par sa famille, au pourquoi les convertis sont « *encore plus musulmans que nous car ils doivent prouver quelque chose pour être acceptés* », comme le dira un élève, autant de points qui doivent être discutés en classe.

En tant que professeur de religion, il ne s'agit pas de défendre une position plutôt qu'une autre¹, mais bien d'ouvrir les élèves à la diversité de la pensée au sein d'une même religion et en comparant différentes religions. L'élève quitte donc le cours en décidant lui-même si les arguments d'un penseur sont plus ou moins convaincants que ceux d'un autre. Je tente de les rendre libres en devenant acteurs de leur parcours de vie et de foi. Il ne s'agira pas pour moi de dire à Francis devenu Ali s'il a raison ou non de changer de prénom mais seulement d'inviter les élèves à se confronter à la diversité de la pensée religieuse. Et pour moi, c'est cela apprendre à penser, c'est là que se situe la véritable radicalité. ■

David D'Hondt

Collaborateur aux CGé (Changements pour l'égalité), professeur de religion catholique

À lire

Radicalisme et djihadisme : devenir extrémiste et agir en extrémiste, essai, de Felice Dassetto, Louvain-la-Neuve, CISMOC, 2014, 26 p.

Ce texte analyse le processus par lequel une personne aboutit à la décision personnelle de faire un choix radical d'opérer une bifurcation dans son existence. En particulier une bifurcation qui a des conséquences extrêmes pour sa propre vie ou celle d'autrui. On se centrera sur des bifurcations dont les motivations trouvent leur raison d'être dans des motivations d'ordre nationaliste, idéologique ou religieux. Cette analyse tient à l'esprit ce qui se passe au sein du monde musulman, entre autres dans le cas de jeunes qui partent combattre en Syrie. Ou bien comme des épisodes tragiques tels les assassinats au Musée Juif de Bruxelles, le 24 mai 2014.

Ce texte entend donc étudier le processus par lequel des personnes, souvent jeunes, aboutissent à une véritable conversion, qui les amène à adopter une vision du monde en rupture avec le contexte social. Celle-ci les conduit à opérer des choix extrêmes dans leur biographie personnelle et à opter pour une action qui implique la violence physique et la mort, pour les autres et souvent pour eux-mêmes. L'auteur montre la complexité du chemin et du processus de radicalisation qui se déroule à travers des cheminements sociaux collectifs, depuis l'ancrage à un groupe local et la référence à un leader significatif, jusqu'à l'immersion dans une collectivité plus large. Mais ce processus est impensable sans un ensemble cognitif, imaginaire, émotionnel qui rend plausible l'action extrémiste. Ce qui peut aboutir à une logique de haine et à une spirale de vengeance.

[1] Évidemment, dire que je ne défends pas une position plutôt qu'une autre peut apparaître illogique alors même que je porte le titre de professeur de religion catholique. De fait, je plaide pour un cours comme celui que je propose actuellement à mes élèves (réfléchir à partir d'une question réelle à la diversité de la pensée religieuse et ce, dans la ville qu'ils habitent), mais où je n'aurai pas cette étiquette religieuse pour devenir le professeur de la pensée religieuse et philosophique, au même titre que le professeur de sciences humaines ne dit pas sa couleur politique.

(dé)Former pour (dé)radicaliser

Jacques Cornet

Parler de la formation des enseignants à propos de la radicalisation des jeunes suppose deux choses : que l'école porte une responsabilité dans les départs vers la Syrie, et que la formation des enseignants en serait un facteur important. C'est à la fois partiellement vrai, complètement faux, et profondément injuste. Commençons par la formation.

Une expérience de formation initiale parmi d'autres. Ce projet de formation, Tandem¹, articule quatre temps : (1) des rencontres entre étudiants (futurs enseignants) et élèves, issus de mondes qui se méconnaissent, voire se craignent mutuellement, (2) des analyses du vécu de ces rencontres, (3) des apports théoriques en pédagogie et sociologie de l'éducation et (4) un travail de réflexivité autobiographique pour les futurs enseignants.

Le tandem est donc composé d'un étudiant de 2^e régendat sciences humaines et de deux ou trois élèves de 1^e ou 2^e différenciée d'une école à ISE², c'est-à-dire des élèves socialement et scolairement très dévalorisés. Ce partenariat dure toute l'année et les rencontres, tant individuelles que collectives, varient : activités plus ludiques (par exemple : descente en kayak) ou plus didactiques (visite de musée) ; animateurs extérieurs (guides-nature) ou animations par les étudiants (parcours dans le quartier). Elles sont à la fois proches et distinctes des situations professionnelles d'enseignement, avec une préférence pour des activités dans lesquelles élève et étudiant se retrouvent côté à côté, en tandem, pour un apprentissage ou une découverte à faire ensemble, plutôt que face à face, où l'un montre/explique à l'autre.

Ces rencontres donnent inévitablement lieu à des surprises, à des insatisfactions, à des difficultés, souvent mineures mais toujours nombreuses. Un temps important est donc consacré à l'analyse de ces « écarts », en utilisant l'entraînement mental comme méthode de travail. Parallèlement à ces temps d'analyse, des apports théoriques sont organisés (Bourdieu, Lahire, Charlot, Rochex, Bonnery, ...). Et enfin, un travail autobiographique en lien avec les trois autres temps est mené en s'inspirant des travaux de sociologie clinique (de Gaulejac). En tout, c'est un projet d'une centaine d'heures de formation.

Des ruptures face aux écarts

Lors d'une activité de rencontre, une balade-nature, Cathy s'assied dans l'herbe pendant le court exposé que fait la guide du groupe ; cette dernière réprimande Cathy et lui demande « si personne ne l'a jamais éduquée ». Les étudiants sont choqués, eux qui, entre-temps, avaient appris à mieux connaître Cathy et sa difficile histoire familiale.

Les écarts (surprises, insatisfactions, difficultés) de ce type surgissant dans ces rencontres sont les mêmes que ceux vécus par tous les enseignants travaillant avec des publics culturellement éloignés de l'école. Et face à ces écarts, la majorité des enseignants réagissent à partir de leurs propres représentations, culturellement programmées. Pour éviter qu'ils ne reproduisent, comme ici avec Cathy, les mécanismes qui conduisent à l'échec et l'exclusion de ces publics, la formation

initiale (ou continuée) doit provoquer des ruptures identitaires importantes et difficiles. Première rupture indispensable aux suivantes, le futur enseignant doit accepter de s'impliquer subjectivement dans les rencontres et dans sa formation, accepter que se former pour devenir enseignant, c'est aussi se transformer soi-même. Deuxième rupture : accepter que le métier, ce n'est pas enseigner à tous, mais se préoccuper des apprentissages de chacun. Troisième rupture : accepter que chacun a une histoire différente et qu'il s'agit d'y prêter attention. Cette troisième rupture suppose de tenir compte de l'incompatibilité des rapports au savoir des milieux populaires et du rapport au savoir dominant à l'école. Et enfin, quatrième rupture, il s'agit de ne pas juger ces écarts et de reproduire ainsi la domination symbolique, la fabrique efficace de hontes qui conduisent à l'échec et à l'exclusion. Cette rupture suppose le refus et la lutte contre toutes les formes de domination symbolique.

Que ce soit par tandem, à pied ou en autobus, peu importe les formules de formation, il faudra qu'elles obtiennent l'implication subjective du futur enseignant dans des expériences humaines fortes qui provoquent des remises en question de soi-même et des prises de conscience politiques en faveur d'un enseignement qui fasse de la classe un espace démocratique où chacun est reconnu et où chacun apprend.

Chutes mortelles

C'est là que la (re)mise en cause de la formation devient déplacée et injuste. Car rien ne favorise une formation de ce type. Les cultures (scolaires), dont la formation, s'insèrent dans des structures (scolaires et sociales) qui les conditionnent.

Pour permettre une (trans-)formation de ce type des futurs enseignants, il faut du temps et du collectif. Il faut vivre fortement soi-même des

expériences où les rapports collectifs de production du savoir transforment les rapports au savoir, où les conditions collectives d'apprentissage sont elles-mêmes objet d'analyse et de transformation des rapports à l'apprentissage. Cela veut dire qu'il faut du collectif, du temps et des formateurs engagés (et politiquement engagés) dans ce sens.

Et c'est très exactement ce que l'organisation de l'enseignement supérieur interdit. D'abord, le décret Bologne de 2004 (qui restructure l'ensemble de l'enseignement supérieur et universitaire en Communauté française), et ensuite le décret « Paysages », organisent volontairement la formation comme un parcours individualisé d'étudiants qui accumulent séparément des unités de crédit (UE et UAA³). Chaque unité est séparée des autres et focalisée sur des objectifs propres avec des enseignants centrés chacun sur son unité. L'aspect collectif et intégré de la formation est volontairement nié et rendu impossible par une organisation entièrement dominée par une conception libérale de la formation, celle d'un individu libre qui slalome seul dans ses études, en dehors des seules expériences collectives des saints Verhaegen ou Toré et autres 24 heures...

Si la formation, qui devrait être intégrée et collective, est organisée dans des structures qui la rendent impossible, cette formation est aussi orientée vers un métier précis. On ne se forme pas pour n'importe quoi, on se forme en fonction de l'acte professionnel attendu par l'institution. Et l'acte professionnel attendu est celui qui remplit au mieux sa fonction de sélection et de hiérarchisation des réussites en fonction d'un marché du travail trop étroit et très inégal. On ne forme pas seulement les futurs enseignants pour qu'ils produisent de la réussite scolaire, on doit les former aussi pour qu'ils produisent les échecs et les exclusions des uns pour valoriser la réussite des autres. Il y a une incroyable naïveté dans le chef de tous les bien pensants de croire que la formation des enseignants est orientée vers la réussite et l'intégration de tous. Et cette naïveté est meurtrière. C'est elle qui promet. Elle qui promet la réussite et l'intégration à ceux qu'elle va exclure avec perversion et culpabilisation. On paie cher ces promesses non tenues et ce n'est que justice, dirait Deligny...

Echappées solitaires

Dans ce rapport déséquilibré, cultures génératrices et structures inégalitaires, il n'y a d'autre issue que de former pour radicaliser. Ne pas participer à la fonction dominante de l'école qui est d'élire et d'exclure et d'exclure pour élire, suppose un engagement radical dans une tout autre école pour une tout autre société. Cela suppose des formateurs radicalement engagés à former des enseignants radicalement engagés à faire de la classe un espace radicalement démocratique.

Mais cette radicalisation politique de la formation restera marginale tant que les structures scolaires, celle de l'enseignement supérieur pédagogique et celles de l'enseignement obligatoire resteront ce qu'elles sont. Sans transformation politique de ces structures, on continuera à se demander comment déradicaliser. Et déradicaliser, c'est encore faire des promesses qu'on ne tiendra pas... ■

Jacques Cornet

Collaborateur aux CGé, Changements pour l'égalité, et formateur d'enseignants à Tenter Plus (HELMo)

[1] Tandem est un temps de formation mené par Claudine Kefer et Françoise Budo à l'intérieur de Tenter Plus, une classe coopérative verticale de formation d'enseignants basée sur la Pédagogie Institutionnelle (www.tenterplus.be). Tandem a fait l'objet d'une recherche soutenue par le Fonds Houtman.

[2] Chaque école est située par un ISE, Indice Socio-Économique, qui va de 1 à 20, des plus « pauvres » aux plus « riches ».

[3] Unité d'Enseignement et Unité d'Acquis d'Apprentissage.

À lire

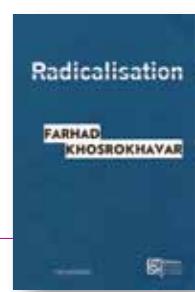
Radicalisation, de Farhad Khosrokhavar, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 2014, 190 p.

Qui se radicalise ? Pour quelles raisons ? L'auteur revient sur le parcours des suspects de l'attentat contre Charlie Hebdo et les nouveaux chemins empruntés par le djihadisme. Il est difficile de définir quels rôles respectifs ils jouent dans la radicalisation. Est-ce l'idéologie, le contexte politique, la situation sociale, la religion elle-même pour les individus qui s'engagent dans des processus aboutissant à des attitudes où se conjuguent inflexibilité, désir et pratique d'une violence sans limites, dans une guerre totale contre la société ? Différents facteurs peuvent jouer. L'auteur

a étudié le phénomène à partir de plusieurs enquêtes dans le monde arabe, en Europe, en France et notamment dans les prisons. Pour prévenir cette radicalisation, il existe un volet de court terme en appliquant les mesures répressives prévues par la loi. Mais il faut déjà penser à moyen et à long termes,

pour ceux qui vont revenir. Cela suppose une prévention complexe qui consiste à faire le distingo, parmi les jeunes qui reviennent, entre plusieurs catégories. Ces djihadistes de retour peuvent aussi bien être reconvertis à la violence en prison que « déradicalisés » à l'aide de dispositifs difficiles à mettre en place mais nécessaires : imams agréés en prison, suivi par la commune, par des psychiatres, des membres des services de renseignements...

Le « tout prison » sans accompagnement n'est pas la solution. Plus globalement, ces nouvelles formes d'extrémisme sont l'indice d'un malaise profond dans le monde contemporain. Si l'on définit la citoyenneté comme l'intégration économique et sociale dans une société, la radicalisation est un des lieux où se joue le mal-être d'une partie des citoyens dans monde dépourvu de réelle citoyenneté.



Alternatives aux réponses frontales

Sarah Van Doosselaere

Clémence Françoise est « chargée de projets pour la prévention de la radicalisation violente » à Schaerbeek. Ricardo Romero est le coordinateur des éducateurs de rue de la même commune. Nous les avons rencontrés pour explorer des actions concrètes mises en œuvre sur le terrain pour la prévention de la « radicalisation » de jeunes. Loin d'apporter des solutions clés sur porte, leurs interventions nous éclairent sur les opportunités et les limites d'une mobilisation citoyenne.

Clémence Françoise travaille à la commune de Schaerbeek depuis six mois. Ses fonctions : établir le diagnostic de la situation de la « radicalisation » violente à Schaerbeek, informer et former les services communaux, les associations, les écoles ou encore le public sur cette problématique, soutenir les projets de prévention des dispositifs communaux ou d'autres structures comme les associations, ou développer ces projets s'ils sont inexistantes et proposer un accompagnement des personnes touchées par le processus de « radicalisation » violente. Elle coordonne par ailleurs les relations avec les différentes instances en charge de la question (la police, la Région ou encore le SPF Intérieur) ainsi que les actions de prévention menées ou à mener sur le terrain par les dispositifs communaux.

Lors de notre entretien, elle explique la nécessité de développer un outil spécifique pour sensibiliser les jeunes à la « radicalisation » violente. De nombreux moyens existent déjà pour promouvoir la diversité, lutter contre le racisme, les discriminations et les discours de haine sur internet. Sa mission consiste dès lors, entre autres, à s'inspirer de ces outils pour en développer un nouveau permettant d'aborder la question. Sur le terrain bruxellois avec des jeunes depuis plus de 30 ans, Ricardo Romero estime que de tels outils peuvent être utiles « *en bout de course avec certains jeunes* ». Cependant, il insiste aussi sur le besoin de s'éloigner de la question précise de la « radicalisation » dans le travail avec les jeunes parce qu'« *ils en ont marre* » d'être toujours les cibles de ces programmes de sensibilisation, comme s'ils étaient forcément impliqués dans cette problématique. D'où leur sentiment de rejet, de révolte légitime.

Prendre un autre chemin

Le coordinateur des éducateurs de rue propose une alternative à ce qu'il appelle une « approche frontale ». Dans le domaine de la prévention, quel que soit le sujet abordé, le réflexe de la confrontation est inutile. Il importe plutôt d'utiliser des activités et des instruments à travers lesquels les éducateurs « prennent un autre chemin » et « se décentrent pour partir des motivations, des besoins et des désirs des personnes ». Certains adolescents « *pleins d'énergie et qui ont envie de se lancer dans la vie* sont persuadés qu'ils ne servent à rien ici ». Lorsqu'ils sont confrontés à des images ultra violentes du conflit en Syrie, ils sont touchés et cherchent un moyen de se rendre utiles. Une piste concrète pour répondre à cette envie d'agir tout en prévenant un processus de « marchepieds » dont le sommet est la radicalisation violente consiste à réfléchir à des mobilisations citoyennes à travers lesquelles les jeunes peuvent agir concrètement. Un exemple de ce type d'initiatives menées par des éducateurs de rue à Schaerbeek est l'aide apportée par un groupe de jeunes à un pharmacien syrien du

quartier. « *Ils ont travaillé comme des fous* » et ont chargé un camion de médicaments au profit d'enfants en Syrie. Ricardo Romero précise que les constats des éducateurs sur la « radicalisation » les amènent à renforcer leurs actions existantes : tous les jeunes sont concernés par l'émancipation, l'épanouissement et la citoyenneté.

Il se souvient encore d'une autre situation où la mobilisation citoyenne de certains jeunes a mené à une « victoire de prévention ». Suite à la mort de deux ados schaerbeekois fauchés par un train en décembre dernier¹, des jeunes du quartier des victimes ont exprimé leur tristesse et leur colère auprès d'un éducateur de rue. Ils tentaient d'expliquer le drame :

« *Peut-être qu'ils étaient poursuivis, peut-être même par la police qui nous cherche tout le temps...* » Ricardo Romero craignait que le « peut-être » disparaîsse au fur et à mesure de la transmission de ce message au sein du quartier : leur hypothèse deviendrait leur vérité et les conforterait dans une position victimitaire. L'éducateur, présent lors de cette discussion, est intervenu : « *Arrêtez vos conneries ! Les gars, ils sont morts, c'était leur destin. Maintenant, deux familles sont en deuil, le quartier est en deuil et il faut qu'on fasse quelque chose, qu'on aide à préparer la mosquée.* » Cette approche a fonctionné.

L'éducateur n'est pas rentré dans une discussion frontale sur le contenu. Grâce à sa légitimité auprès des jeunes, il a réussi à arrêter l'engrenage négatif mis en route par leurs explications hypothétiques de l'incident, et, surtout, il leur a permis d'« *agir leur deuil* » en les mettant au boulot pour soutenir les familles des victimes. L'essentiel, selon R. Romero, est de renforcer la capacité d'action des personnes dans leur environnement.

En évoquant l'aide humanitaire à laquelle certains jeunes ont participé, Ricardo Romero admet que, au delà du fait positif de se sentir

utile, ce type d'entreprise est à réinventer en permanence. « *Nous sommes sur une question où la réflexion n'est pas arrêtée, nous ne pouvons pas dire « voilà on a trouvé !* »

A quelles limites ces actions se heurtent-elles ? Pour répondre, le coordinateur évoque un article récent sur l'instrumentalisation de l'aide humanitaire par le régime d'Assad² et questionne le sens même des mobilisations citoyennes qui envoient un soutien en Syrie. En outre, il constate que de moins en moins de jeunes partent pour des raisons « romantiques », idéologiques. Selon lui, une grande partie des départs implique désormais une logique de mercenariat, motivée par un éventuel appât du gain. Avec ces personnes, les limites de la mobilisation citoyenne humanitaire sont claires. Il est par conséquent nécessaire d'adapter les réponses et les activités proposées aux jeunes en fonction de leurs motivations.

Construction du savoir

Pour Clémence Françoise et Ricardo Romero, l'école représente un partenaire dans les processus de prévention. Clémence Françoise insiste sur les possibilités de développer des projets de prévention dans les écoles, non pas parce qu'elles sont en partie responsables de la « radicalisation » de certains jeunes, mais parce qu'elles sont un lieu propice à ce type d'animations. Elle propose d'ailleurs aux écoles des sensibilisations aux discours de haine ou encore aux dangers d'internet. Il conviendrait aussi, selon elle, de soutenir les écoles qui ont mis en place, suite aux attaques de Charlie Hebdo, des espaces de parole.

La vision de Ricardo Romero concernant la mission de l'école traduit à nouveau sa méfiance vis-à-vis des méthodes frontales quand il s'agit de prévention. Dans les groupes de parole spécifiques à la « radicalisation », le risque existe de mener un jeu de bataille entre vérité et contre-vérité qui se termine soit par un blocage, soit avec des participants campés sur leurs positions. Il estime que le rôle de l'école ne consiste pas à « *donner la vérité* » mais plutôt à questionner comment les jeunes construisent leur savoir. Il importe de débattre de ce qui « *fait savoir* » et ce qui ne « *fait pas savoir* ». Par exemple : sur cinq informations qui les concernent, dont trois positives et deux négatives, pourquoi certains jeunes ne retiennent que les éléments négatifs ? Comment opèrent-ils ce choix si toutes les informations ont la même authenticité ? « *C'est là un travail formidable à réaliser au niveau des écoles* ».

Nous ne sommes pas Superman !

Quid des jeunes déjà « radicalisés » ? Le rôle de Clémence Françoise consiste aussi à accompagner les individus touchés par le processus de « radicalisation » et/ou leur famille, s'ils le souhaitent.

Aux yeux de Ricardo Romero, une fois qu'un jeune revient de Syrie, le rôle des éducateurs de rue est très limité car ils ne sont pas compétents pour « *travailler avec ceux qui ont vu et entendu des horreurs et en ont peut-être même commis* ». L'accompagnement des personnes ayant subi ce type de traumatisme relève de psychologues spécialisés ; il serait contre productif d'orienter des personnes vers un centre de santé mentale dont la pratique se trouverait aux antipodes des besoins des *returnees*³.

Si les moyens étaient suffisants, Ricardo Romero les investirait au niveau du renforcement des services de prévention qui travaillent en amont des processus de « radicalisation ». Selon lui, il faudrait renforcer les ressources des responsables des investigations. Enfin, les moyens qui devraient être investis pour aider les *returnees* sont tellement conséquents que l'action ne serait cohérente qu'à l'échelle européenne. Il ne faut en effet pas attendre de miracles avec des bouts de ficelle... ■

Sarah Van Doosselaere

[1] In Le Soir, « Deux jeunes de 17 et 19 ans fauchés par un train entre Schaerbeek et Bruxelles Nord », 20 décembre 2014.

[2] In Le Monde, « Comment Assad instrumentalise l'aide de l'ONU aux Syriens », 13 mars 2015.

[3] *Returnees* en anglais signifie « ceux qui sont de retour ». Dans ce contexte, il s'agit des personnes revenues de Syrie.

À lire

Charlie ou pas ? Ecouter, décoder, expliquer, par Jacques Trémintin – Dossier PRO, in Le Journal de l'animation, 157/mars 2015, pp. 20-31.

La belle unanimité contre les massacres de début janvier a été ébranlée par des réactions divergentes chez des adolescents. Les enseignants qui en ont été témoins s'en sont fait l'écho, sans toujours savoir que répondre. Certains animateurs se sont trouvés dans une situation proche. De la provocation de la part de jeunes trouvant là un bon moyen de s'opposer aux adultes à l'adhésion aux thèses intégristes ; du refus de laisser ridiculiser les religions à l'incompréhension de ce que recouvre vraiment la liberté d'expression ; du constat d'une indignation à géométrie variable à l'écoûrement de constater que rien ne change dans le quotidien...

Comment interpréter ? Comment comprendre ? Comment réagir ? Ce dossier n'apporte pas de réponses préconçues, mais aide à penser à les trouver. Cette atteinte aux droits élémentaires de l'homme que sont la liberté de penser et de parler n'est pas le seul fait des régimes totalitaires. On la retrouve, au cœur même des démocraties, dans ces minorités extrémistes convaincues de détenir la vérité. Elles sont persuadées d'avoir trouvé la seule et unique manière de penser, d'agir et de se comporter. Là où surgit le vrai péril, c'est quand ces intégristes prétendent imposer leur conviction ou leur croyance par la contrainte, la terreur ou la violence. S'il ne s'agit pas de prôner ici l'angélisme face au fanatisme, ne réagir que par la répression, c'est prendre le risque de le conforter. La réponse éducative garde une place essentielle. La réaction possible peut être explicite : répondre aux questions, organiser des débats, reprendre des réflexions inappropriées. Elle peut aussi être implicite et choisir de cultiver des postures éthiques. C'est tous les jours que l'on doit accroître notre capacité à accepter la différence et permettre aux divergences de s'exprimer. Le respect et la citoyenneté comptent parmi les principaux objectifs répondant à la recherche du vivre ensemble.



« Quelle mère je suis de n'avoir rien vu venir ? »

Ani Paitjan

En Belgique, il n'existe qu'une association venant en aide aux parents d'enfants « radicalisés » : *Aux parents concernés*. Ce collectif conseille ceux et celles qui ne trouvent aucune oreille attentive. Par ailleurs, des jeunes se retroussent aussi les manches pour tenter de freiner le départ de leurs amis en Syrie. *Témoignages*.

A Molenbeek, *Aux parents concernés* inaugure officiellement son statut d'asbl. Jus de pomme, chips, chocolats et bouquets de fleurs trônent sur la grande table de la salle. Pourtant, les mains hésitent à se tendre vers les bols généreusement remplis. Les cœurs ne sont pas à la fête...

Autour de la table, neuf femmes discutent entre elles. Bavardes ou taciturnes, musulmanes ou non, voilées ou pas, spontanées ou réservées, toutes sont différentes. Un point commun cependant les rassemble : elles ont un ou plusieurs enfants engagés ou morts en Syrie. Accueillir ces parents est la raison d'être de cette association. Les conversations s'entremêlent, puis Yasmine, de sa voix fluette, prend la parole. Munie d'un stylo et d'un papier rempli de notes, elle détaille leur agenda. Les mots « radicalisation », « politique », « sensibilisation » reviennent souvent dans la liste. Les discussions cessent, toutes écoutent attentivement.

Parler sans être jugé

Après six mois d'attente, elles ont reçu l'accord de la commune pour installer leur quartier général le long du canal. Ce local est une sorte de reconnaissance du travail et du combat qu'elles mènent. L'association existe depuis avril 2013. A la base de cette initiative, deux parents qui ont vu leurs enfants partir ensemble en bus pour combattre en Syrie. « Sean était le meilleur ami de mon fils. C'est lorsque nous avons appris son décès que son père et moi-même avons décidé de créer ce groupe de parole », explique Véronique, la cofondatrice du projet. « Notre objectif n'est pas de débattre de politique ou de religion. Il s'agit de nous concentrer sur l'émotion des parents ».

De bouche à oreille, d'autres se sont joints au groupe. « Cela permettait aux parents qui vivaient cette situation dramatique de parler sans être jugés, sans être stigmatisés. Mais surtout de pleurer et de décharger tout le poids émotionnel », explique Saliha Ben Ali. Cette femme au franc parlé est la mère de Sabri, un jeune garçon de 19 ans, parti en Syrie en 2013 et mort trois mois et demi plus tard, « en martyr » comme disent les prédateurs. Dans la salle, chacune revient sur son histoire. L'association, c'est une seconde famille, leur refuge. Elles avaient l'impression d'être seules au monde, que la vie s'arrêtait. Mais le groupe de parole les a sorties de cette torpeur. Elles y ont trouvé la possibilité d'être écoutées et soutenues moralement par des mères et pères qui ont vécu le même drame qu'elles. Depuis le début du phénomène, les parents n'ont reçu aucun soutien, que ce soit des psychologues ou de l'Etat. « A l'époque, rien n'était mis en place pour nous. Actuellement, les choses changent. Seulement, il faut vraiment chercher par soi-

même pour trouver un système de soutien et d'assistance aux familles », poursuit Saliha.

Ce soir-là donc, les cœurs ne sont pas à la fête. Fatima et Sarah assistent pour la première fois à la réunion. Le fils de Fatima et ami de Sarah est parti fin février, laissant sa famille dans une détresse et une incompréhension totales. Tout de suite, les mères abandonnent leur ordre du jour pour écouter ce témoignage. L'une se lève et lui offre une rose blanche de bienvenue. Les conseils avisés fusent : « Il faut que tu prennes un avocat, laisse ton GSM allumé 24h/24 au cas où ton fils t'appellerait, prépare-toi : la police va revenir chez toi ». L'ambiance promet d'être émotionnellement pesante.

« Nous sommes toutes passées par là ! », lance Géraldine, la gorge serrée. Cette dame a appris la mort de son fils deux semaines auparavant. Elle explique que si elle a pu tenir le coup, c'est grâce aux appels et sms persistants de soutien des mères de l'asbl. « La police et les psychologues ne savent pas nous aider. Ils ont presqu'autant de chagrin que nous. Quant à la famille, elle garde sa souffrance pour ne pas peiner l'autre. Le sentiment de tristesse est trop lourd à partager ».

Créer des passerelles

Lorsque le sujet de la radicalisation de certains jeunes et de la violence extrême qu'elle peut engendrer ont pris de l'ampleur, le gouvernement a réagi en envoyant des médiateurs pour sonder les parents du groupe de parole. « Moi, je les appelle les « espions ». Ils nous ont promis de collaborer avec nous. En réalité, leur but était d'avoir le plus d'informations possibles pour qu'eux seulement puissent travailler sur le sujet et recevoir un financement. Dans cette problématique, tout le monde est concerné. Et une seule instance ne peut porter la casquette d'agent de « déradicalisation ». Il faut que nous combinions tous nos efforts et

que nous nous complétons pour aboutir à notre dessein : empêcher que d'autres enfants partent mourir dans ces lieux de désolation », plaide Saliha.

Cet objectif en tête, les parents du groupe assument totalement leur statut de victimes. Pourtant, ils ne veulent plus être cantonnés à ce seul rôle. Le souhait de l'association est d'être considérée comme une partie importante du mécanisme qui doit s'enclencher pour lutter contre la radicalisation violente. Impliqués quotidiennement dans ce travail de longue haleine, les membres désirent se battre sur tous les fronts. Etre reconnus tant au niveau légal que préventif. Pour cela, ils ont besoin d'un soutien financier du gouvernement fédéral. Une aide qui, à l'heure actuelle, ne leur est pas octroyée. L'asbl fonctionne sur ses fonds propres. Ce sont donc les parents qui mettent la main au portefeuille afin de poursuivre le combat. « C'est un travail à temps plein et harassant : intellectuellement et émotionnellement. Aujourd'hui, les politiques disent qu'ils ont besoin de notre parole, de notre témoignage pour pousser la réflexion et faire avancer les débats. Certains d'entre nous s'impliquent à 100 %. Les politiques disent que nous sommes utiles. Pourquoi ne pas nous rémunérer dans ce cas ? Il faut nous aider à concrétiser nos projets. C'est de l'intérêt public », poursuit Saliha Ben Ali.

Un coup d'œil sur la France leur a fait prendre conscience de la solitude dans laquelle les *Parents concernés* se trouvent. Selon Saliha, lorsque l'équivalent français de leur asbl s'est constitué, l'Etat a pris en charge les besoins logistiques. « Il leur a trouvé un appartement sécurisé dans un quartier à moindre risque, et les membres travaillent pour le ministère de l'Intérieur », explique-t-elle. Un contraste saisissant sachant qu'il a fallu à leur organisation six mois pour dénicher un local à leur convenance. Les *Parents* pointent également du doigt le peu d'intérêt que les politiques leur accordaient jusqu'aux événements de Paris, puis de Verviers. « Denis Ducarme [député fédéral MR] s'est rendu fin février à Paris pour rencontrer l'association française. Il a déclaré qu'il faudrait la même organisation en Belgique. L'un des parents lui a rétorqué que nous existions. Il n'était pas au courant. C'est un comble qu'il aille chercher l'information si loin alors que nous sommes sous ses yeux. Si les journalistes arrivent à nous trouver, les politiques le peuvent également », remarque-t-elle.

Une ligne d'écoute

Lorsque nous les interrogeons sur le dispositif à mettre en place contre la radicalisation, la réponse se résume en deux mots : Numéro Vert. Une ligne citoyenne que parents, professeurs et amis pourraient joindre pour faire part de leurs inquiétudes. L'idée est, une fois de plus, calquée sur le modèle français. Ce numéro mettrait à contribution l'expérience des mères et pères qui pourront apporter une écoute attentive aux appelants : « Une mère en détresse peut refuser de discuter avec un psychologue et exiger de parler à un parent. A ce moment précis, la personne a besoin du réconfort d'un papa ou d'une maman qui connaît cette angoisse et cette impuissance ». Parallèlement à ce Numéro Vert, l'asbl imagine une structure qui puisse

donner suite aux appels en réagissant efficacement face à un départ imminent.

Des larmes aux rires

En attendant qu'une machine bien huilée se mette en route, l'asbl s'occupe du mieux qu'elle peut des parents qui viennent frapper à sa porte. Ce soir-là, Fatima poursuit son récit. Elle raconte comment son fils de 20 ans a prétexté un voyage à Tanger, au Maroc. « Il m'a dit qu'il était au pays de Sem, Sham, Shams... ? » Elle hésite. « Lorsque j'ai appris où se trouvait mon fils, c'est comme si on m'arrachait un organe. Quelle mère je suis de n'avoir rien vu venir ? Je me sens tellement responsable. Maintenant, je vis une angoisse quotidienne. J'ai peur que, s'il lui arrive quelque chose, il ne saura jamais à quel point je l'aime ». Ce sentiment de culpabilité, les autres mères l'ont également longtemps éprouvé. Et de lui répondre en chœur : « Nous aussi nous sommes passées par là, nous l'avons vécu. Mais c'est faux ! Tu ne pouvais pas contrer sa décision. Il sait à quel point tu l'aimes ! »

Et Samira d'ajouter : « Ils peuvent leur faire un lavage de cerveau, mais ils n'enlèveront jamais l'amour que nos enfants nous portent et que nous leur portons ». Sa fille a quitté la Belgique il y a presque deux ans, direction la Syrie, avec un garçon de Vilvoorde dont elle était tombée amoureuse. La dernière fois qu'elles se sont parlées remonte à un an et demi. Moment douloureux, les larmes perlent aux yeux de chacune d'elles et se déversent au souvenir de leur enfant dont il ne reste pour certaines que le souvenir, l'espoir d'un retour pour les autres. Un silence, la boîte de mouchoir passe entre les mains. « On devrait se faire sponsoriser par Kleenex ! » Les éclats de rire fusent. La tension retombe mais les discussions sérieuses se raniment.

Le regard des autres

Saliha Ben Ali remet en cause la responsabilité des imams. A ses yeux, ils sont incapables de communiquer avec les jeunes qui viennent chercher des réponses à leurs questions. « L'imam a rejeté mon fils. Il est devenu une proie pour les prédateurs qui tournent autour de la mosquée ». C'est ainsi que l'engrenage du radicalisme s'est enclenché pour Sabri. « A l'annonce de sa mort, nous avons quitté Vilvoorde pour nous installer à Schaerbeek. Je ne voulais plus vivre dans cette commune. Là-bas, nous sommes jugés de toutes parts ».

Fatima, qui habite un logement social dans la cité « Versailles » à Neder-Over-Hembeek, confirme : « Ce qui est terrible, ce sont les voisins. Ils ont appelé la police parce qu'ils ont su que mon fils était parti. Ils leur ont dit que nous étions une famille dangereuse ». A Vilvoorde, les départs de jeunes pour le « djihad » sont nombreux. « Là-bas, je ressentais une ambiance malsaine, morbide. J'étais dégoûtée », confie Saliha.

Vilvoorde en marche

Dans cette ville précisément, un jeune homme veut casser l'image « morbide » de sa commune. Moad El Boudaati a 25 ans, il est né et a grandi à Vilvoorde. Après



des études en sciences politiques et en droit à la Vrije Universiteit van Brussel (VUB), il poursuit avec un master en management. Il connaît particulièrement bien le sujet de la radicalisation. Lui-même a vu certains de ses amis choisir la voie du Shem. En décembre 2014, on dénombrait 28 départs et 10 retours. Depuis sept ans, Moad s'implique personnellement. Bien avant que le « djihad » ne soit sur toutes les lèvres, il se rendait souvent au conseil communal pour écouter les échanges entre politiques. A force, il a fait connaissance avec de nombreux élus et a pu tisser un lien de confiance. En 2012, lorsque les départs ont pris plus d'ampleur, Moad a joué le rôle de médiateur entre les jeunes et les autorités. En particulier avec la police. Selon lui, les tensions entre elle et les jeunes belges d'origine maghrébine sont palpables dans les rues de Vilvoorde. « Toutes les deux semaines, des policiers passaient dans les maisons pour vérifier que les gamins n'étaient pas partis en Syrie. C'était de la provocation. Une manière de les rejeter de la société. Résultat, les habitants de l'immeuble pensaient que leur voisin était un criminel. » Des contrôles de document inopinés avaient également lieu en rue, « ils ciblaient en grande partie les musulmans », précise-t-il. Une situation qui permettait aux prédictateurs d'alimenter la haine des jeunes.

Face à ce dysfonctionnement, Moad a décidé d'ouvrir un canal de communication entre la commune, la police et les jeunes. « Nous nous sommes assis autour de la table afin que chacun puisse s'exprimer. Les jeunes parlaient des actions menées par la police et des frustrations que cela éveillait en eux. » Si, au début, l'écoute n'était pas au rendez-vous, les hommes en bleu ont fait preuve de plus de

flexibilité. Les contrôles ont diminué. « Finalement, certains des jeunes que je connais ont repris le chemin de l'école ou ont trouvé un travail. Ils vivent leur vie, sans penser au djihad ou à la Syrie. La police et les médias ne leur rappellent plus sans cesse qu'ils sont de criminels potentiels. »

Le travail fourni par Moad est bénévole et ne s'arrête pas seulement à un rôle de médiation. Il aide également les jeunes à rédiger des lettres de motivation pour décrocher un job, apporte un soutien scolaire. Un boulot de longue haleine qu'il essaie de caser dans son emploi du temps chargé. Depuis décembre dernier et jusqu'à présent, il n'a plus eu de départ pour la Syrie dans sa commune. Une petite victoire pour lui. « Je ne sais pas si cela est lié au travail que nous faisons, mais cela prouve que les attitudes changent tout doucement. »

La machine est en route pour Vilvoorde. Les autorités communales tendent davantage l'oreille aux initiatives proposées par les jeunes du coin. La prochaine étape est de créer un centre de Jeunesse. Qui ne se contenterait pas d'être un simple foyer mais un lieu où l'on pourrait dispenser des séances d'information sur l'esprit critique, apporter une aide administrative aux jeunes, créer des espaces de discussions et de soutien scolaire. Sans oublier l'aspect ludique. Avec d'autres jeunes, Moad El Boudaati s'est déjà attelé à la mise en place du futur conseil d'administration de ce centre. Il caresse l'espérance que le projet se concrétise cette année. Il ne reste plus qu'à trouver le bâtiment qui les accueillera. ■

Ani Paitjan

Humour vivement recommandé

Nathalie Caprioli

Comment parler des jeunes embagadés dans le djihad ? Quel regard porter sur les attentats de Paris et « l'après » ? Quel ton choisir pour ne pas tomber dans le jugement facile ?... Et si on essayait l'humour ? Deux exemples à travers le spectacle « Djihad » écrit par Ismaël Saidi, et l'expérience du caricaturiste Yacine Cañamas dit Yakana, un habitué qui égale et dérange nos pages trop bien agencées, avec 21 collégiens français.

Fallait oser. Titrer une comédie « Djihad » ! La STIB manquerait-elle d'humour ? En tous cas, elle a refusé de diffuser les affiches dans son réseau... Il est vrai qu'on n'est pas parano sans raison. Qu'importe, le bouche à oreille et les relais médiatiques ont vite fonctionné : depuis fin décembre, le spectacle a déjà attiré plus de 6 000 curieux intrépides. Jusqu'ici, aucune violence à signaler si ce n'est des vannes en rafale (bonnes et moins bonnes) et des éclats de rire qui explosent dans le public. Pour évoquer ces jeunes qui migrent en Syrie, Ismaël Saidi est parti de lui-même, de ses « problèmes identitaires, de génération sacrifiée ». En scène avec Ben Hamidou et Reda Chebchoubi, il raconte l'histoire de trois copains, trois « frères dans l'islam ». Et ça se confirme : on ne choisit pas sa famille ! On ne croisera aucune fille djihadiste dans la pièce tout simplement parce que l'auteur n'a pas trouvé les mots pour traduire son ressenti au féminin.

Trois quadra, un peu chauves ou légèrement ventripotents, jouent ainsi trois jeunes de 20 ans. Rien que ce décalage générationnel prête déjà à sourire. Ben, fan d'Elvis Presley jusqu'à ce qu'on lui dise que « The King » s'appelle aussi Aaron et qu'il ne peut donc pas être fan d'un juif ; Ismaël qui voulait dessiner des mangas jusqu'à ce qu'on lui dise que ça ne se fait pas ; Reda qui voulait épouser Valérie jusqu'à ce que sa mère lui dise qu'il doit se marier à une musulmane. Perdus à Bruxelles, ils croient se trouver à Homs. Et là, sous des tirs croisés, une vérité les touche et fait mal : « On passe notre vie à trouver des moyens pour faire des choses détournées. » Quand ce n'est pas les voisins qui mettent la pression, c'est la tradition. « C'est dans le Coran... Tu l'as lu le Coran ? Je vais rentrer à Bruxelles pour savoir ce qui est vraiment écrit dedans. » Un peu tard ; Ben mourra avant. Soudain, ça rigole moins.

Rire pour lever des tabous

La pièce n'explique pas grand-chose sur les ressorts complexes du djihadisme, ce n'est d'ailleurs pas son propos. « Elle tente juste de prouver qu'on peut rire de tout et parler de tout », précise Ismaël Saidi lors d'un échange avec le public à la Maison des cultures de Molenbeek. « Djihad » soulève des thèmes lourds, parfois tabous,

aussi bruts de décoffrage que son titre : « Les personnes à qui ils doivent en vouloir, c'est aux leurs qui les ont rejetés. Or ils en veulent à la terre entière ! Je condamne cette victimisation à outrance. C'est l'excuse du lâche. A force de demander la tolérance, on devient intolérant. »

Tout ceci n'est que du théâtre. C'est pourquoi chaque représentation est suivie d'un débat avec des invités : un journaliste, un imam, l'auteur de la pièce, etc. Les questions fusent : pourquoi les gens croient que les musulmans sont des terroristes ? pourquoi les médias parlent autant des musulmans ? comment répondre aux théories du complot ? Jeunes et adultes réagissent, et c'est tout l'intérêt de cette pièce. Un dossier pédagogique concu par le CBAI permettra aussi aux enseignants et animateurs de prolonger le débat sur des questions de fond, sans nécessairement y trouver des réponses clef sur porte, car elles n'existent pas vraiment.

Etre ou ne pas être Charlie

Loin des feux des projecteurs, Yacine Cañamas travaille « à la marge », scrutateur de la vie dans tous ses éclats. Pourtant, le 7 janvier, comme



« No hate », programme 2.0

illustrateur de dessins de presse, il s'est retrouvé projeté au centre de l'actualité. « Je me suis senti désemparé. J'ai éprouvé un besoin de dessiner beaucoup. Tout sortait en flux continu, sans que je ne contrôle ! »

Le slogan « Je suis Charlie » fait tout de suite fortune...

« Le premier jour, je le trouvais super, le deuxième jour déjà un peu pesant, et le quatrième il m'a énervé car il ressemblait à un piège qui allait tout bloquer : en dehors de « Je suis Charlie », on ne peut donc penser ! »

Dans une classe de 3^e de Garges-lès-Gonesse (une banlieue nord, dans un des départements les plus jeunes et pauvres de France), la plupart des collégiens n'étaient pas Charlie. C'est dans ce collège du « réseau d'éducation prioritaire » (décodez : en difficulté socioéconomique) que Yacine Cañamas et Ugo Emprin, journaliste à L'ACTU (quotidien français pour adolescents) sont invités un 20 janvier par des enseignants à la fois irrités et découragés de voir leurs efforts sur le long terme neutralisés par un débat hyper simpliste : « Etre ou ne pas être Charlie ». Dans la classe, personne ne lit L'ACTU. « Ces jeunes ne connaissent pas les médias. Pour eux, tout se passe sur les réseaux sociaux. Ils nous critiquaient 'Vous, les médias'... Une interpellation qui renvoyait directement à 'Vous, les musulmans'. Nous avons blagué à partir de ces généralisations. »

Que se passe-t-il lorsque des journalistes rencontrent des enseignants et des collégiens entre 13 et 16 ans ? Le choc entre trois communautés ? Pas du tout. « Les jeunes étaient friands de comprendre. Ils posaient plein de questions, j'illustrais en direct. » Yacine a commencé par leur croquer le portrait un à un. Commentaire d'un élève étonné de voir sa binette : « Franchement, les caricatures du prophète nous choquent... mais moins que cette tête-là ! » Yacine : « Nous avons discuté de sujets difficiles mais dans une ambiance

Traits d'humour

Comprendre les médias, les analyser et décoder leur rôle représentent un objectif éducatif pour éviter de tomber dans le piège des amalgames et des stigmatisations. Le GSARA a proposé à trois caricaturistes - Yacana, MickoMix et Titom- de se munir de leur crayon pour nous faire rire et réfléchir sur le traitement médiatique de questions aussi sensibles et cruciales que la liberté d'expression et le respect du débat démocratique.

Le résultat : une exposition itinérante de quinze dessins en couleur, où chacun pourra aussi prendre sa plume en ajoutant des commentaires, en remplissant les bulles vides ou tout simplement en laissant libre cours à sa créativité. Ce projet d'éducation aux médias et à l'information est accompagné d'un petit dossier pédagogique qui décrypte les sujets abordés et explore des pistes d'échanges et de discussions.

Vous êtes enseignant, animateur, éducateur, programmeur ? Vous pouvez réserver l'exposition gratuite au GSARA : info@gsara.be ou 02 250 13 29.



détendue. Le dessin en direct y est probablement pour beaucoup. » La recette semble simple et efficace : détendre l'atmosphère, lâcher une blague, sans éluder les questions qui fâchent ni patauger dans un débat simpliste.



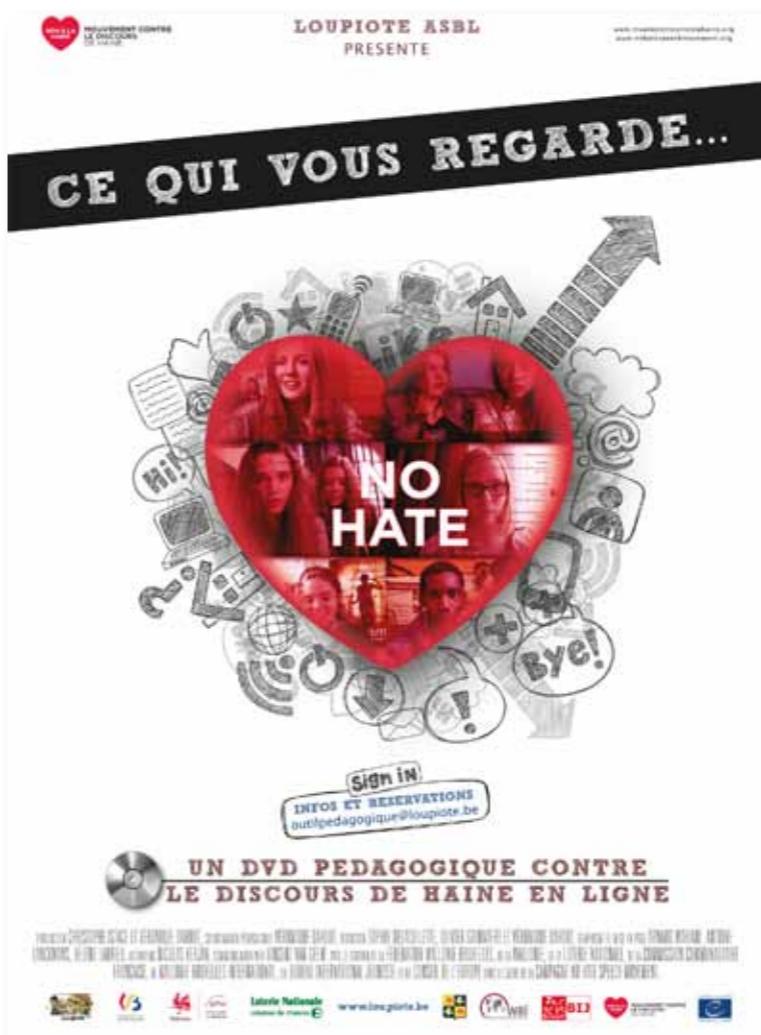
Dessin paru dans l'Actu du 29 janvier 2015, hebdomadaire pour ados.

« Les dessinateurs doivent s'approprier la complexité des événements et se poser les questions en périphérie. Exemple : que cache un slogan unanimiste ? A la limite, je ne porte pas mon attention sur le thème central, le terrorisme, mais je la déplace sur le regard des gens. C'est pourquoi je défends ma position marginale. Dès qu'un centre essaie de m'accaparer, je repars vers la marge. Je ne veux pas suivre un mode de pensée centralisée. » C'est peut-être ça l'humour. ■

Nathalie Caprioli

Internet, outil de communication mais aussi de harcèlement. Insultes et moqueries pullulent sur les réseaux sociaux contre des personnes cibles. Chez les jeunes, la tendance a pris de l'essor et s'est banalisée. L'asbl Loupiote a créé un outil pédagogique pour pallier le problème.

« Tu peux aller te cacher sale pédé ! », « Suicide-toi avant de tous nous contaminer ! ». Dans son film « Ce qui vous regarde... no hate » et son livret du même nom, l'asbl Loupiote confronte les jeunes aux discours de haine qu'ils peuvent parfois tenir devant un écran d'ordinateur. Le projet s'inscrit dans le sillage d'une initiative lancée par le Conseil de l'Europe appelée « No Hate Speech Movement » (« Mouvement contre le discours de haine en ligne »). Le constat : depuis quelques années, les réseaux sociaux sont un terrain favori pour alimenter les propos discriminants,



racistes, injurieux. Même si ces mots s'inscrivent sur une toile virtuelle, les conséquences, elles, sont bien réelles. Et parfois désastreuses pour les victimes. L'objectif de cette campagne : sensibiliser tous les acteurs de la société et agir contre ce phénomène.

L'outil pédagogique s'adresse en particulier aux enseignants, éducateurs et animateurs de jeunesse. Le livre explique les causes du cyber harcèlement, les conséquences pour la victime mais également pour l'agresseur, et analyse le contenu narratif du film chapitre

par chapitre. L'asbl est partie de l'idée que le corps professoral a son rôle à jouer dans le contrôle de la haine en ligne. Page après page, elle explique qu'il faudrait donc développer l'esprit critique des élèves, ouvrir des espaces de parole, intégrer la problématique dans le Règlement d'ordre intérieur, etc. Un micro trottoir et un clip vidéo permettent d'aborder le sujet de manière dynamique.

Dans la pratique, l'asbl a prévu une formation gratuite de 3h30 à destination des pédagogues. Ces séances se déroulent dans différentes provinces de la Fédération Wallonie-Bruxelles : Namur, Bruxelles, Liège, Libramont, Charleroi. ■

Plus d'infos

Tél. : 02/644 41 41
loupioteasbl.wordpress.com
 Gratuit pour les enseignants

Pour commander l'outil et participer à la formation, il suffit de compléter un formulaire sur le site de l'asbl.

Du neuf dans nos rayons

Cathy Harris



Des hommes peu ordinaires : résistants à Hitler dans l'Eglise et dans l'Etat, d'Elisabeth Sifton et Fritz Stern, Paris, Gallimard, 2014, 177 p.

Parmi les rares Allemands qui osèrent se dresser contre la tyrannie hitlérienne, Dietrich Bonhoeffer et son beau-frère Hans von Dohnanyi le firent « *au nom du caractère sacré de la loi et de la foi* ». Ce livre montre comment ces deux hommes, ainsi que Christine Bonhoeffer, épouse de Dohnanyi, prirent conscience de la « *terrible barbarisation* » et de la « *dislocation sociale* » de leur pays dès que Hitler devint chancelier, le 30 janvier 1933. Engagés dans le mouvement oecuménique naissant, ils étaient scandalisés par les programmes d'euthanasie des handicapés et par les lois antisémites, mises en place « *sans que s'élève la moindre protestation* », certains évêques catholiques et pasteurs de l'Eglise évangélique allemande apportant même leur soutien au régime. « *Les chrétiens d'Allemagne sont placés devant la terrible alternative de souhaiter la défaite de leur pays afin que la civilisation chrétienne puisse survivre, ou de souhaiter la victoire de leur nation et détruire ainsi notre civilisation* », écrit Bonhoeffer en juillet 1939 depuis New York où il donne des conférences. En août 1940, le pasteur est interdit de parole en public dans toute l'Allemagne, en raison de ce que l'Office central de sécurité du Reich nommait son « *activisme défaitiste* ». De son côté, Dohnanyi, malgré la surveillance policière, parvient à tisser des liens entre les différents groupes de résistants – officiers de la Wehrmacht, avocats en contact avec l'étranger ou dirigeants socialistes courageux – en vue d'un complot pour renverser Hitler. Le 5 avril 1943, la Gestapo les arrête tous les trois : Christine fut relâchée un mois plus tard, mais les deux hommes, après deux terribles années d'emprisonnement, furent exécutés en avril 1945, quelques semaines avant la capitulation de l'Allemagne.

Qu'est-ce que résister ? Usages et enjeux d'une catégorie d'analyse sociologique, de José-Angel Calderon et Valérie Cohen, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2014, 165 p.

Le propos de cet ouvrage est d'interroger les usages de la notion de résistance, spécialement en sociologie du travail. Cette notion est mobilisée pour désigner des pratiques, généralement informelles voire implicites, d'insubordination des travailleurs à l'ordre hiérarchisé de l'entreprise – de fait, lorsque la grève perd de sa centralité, les débrayages courts mais aussi le freinage, le coulage ou l'absentéisme prennent une signification et une importance nouvelles. La notion de résistance a, ces dernières années, fait l'objet d'une utilisation aussi inflationniste que sa signification est incertaine. invoquer les « résistances » que les dominés opposent à ce qui les opprime permet en effet de se rassurer sur leur indocilité : certes, les dominés ne sont pas ou plus en mesure de s'affronter directement à un ordre des choses qui leur est défavorable, ils ne sont pas pour autant dupes d'une domination qui n'est pas parvenue à les aliéner. Cet ouvrage s'inscrit dans la continuité de ces réflexions en entreprenant une évaluation de la pertinence sociologique du vocabulaire de la résistance. Relèverait de la résistance, de ce point de vue, une « opposition qui ne dit pas son nom ».

Les différentes études soulignent les ambiguïtés de conduites qui peuvent exprimer aussi bien le refus de se soumettre à la hiérarchie de l'entreprise que l'attachement à un travail bien fait que les exigences managériales ne permettent plus d'accomplir. Elles relèvent également combien le caractère individuel qui leur est fréquemment attribué ignore qu'elles sont l'objet d'une transmission collective à l'intérieur du groupe de travail et fonctionnent comme un de ses socles identitaires, en rassemblant notamment les différentes générations présentes sur le même poste. Mais elles signalent aussi combien l'exercice d'une domination implacable est à même de produire une résignation qui, pour autant, n'équivaut pas à une adhésion aux principes qui la légitiment.



Petit manuel de désobéissance citoyenne, de William Bourdon, Paris, JC Lattès, 2014, 217 p.

Vivre en démocratie implique que les institutions de base soient considérées comme justes et légitimes et ce, dès lors que les libertés publiques y soient garanties de manière effective. Dans une situation plus ou moins trouble, il y a un devoir et parfois même une obligation à obéir à des lois injustes à condition qu'elles ne dépassent pas un certain degré d'injustice. De façon très pragmatique, l'auteur rappelle la chose suivante : ce qui détermine un citoyen à considérer que cesse le devoir d'obéir aux lois est d'abord une affaire individuelle. Utilisée de façon pertinente, la désobéissance civile aide au fond à consolider les institutions et à en assurer une légitimité supplémentaire. L'Histoire nous l'a en effet enseigné cruellement : l'obéissance passive des citoyens est l'allié du pire.

Il arrive un moment où un être humain doit refuser d'obéir à son chef, s'il doit aussi obéir à sa conscience. La conscience individuelle peut et doit ainsi prévaloir sur toutes les règles quand leur application conduit à la pire offense. L'indignation est le premier degré de la résistance. C'est un sentiment indispensable mais pas suffisant. Il faut d'abord être capable de ressentir le caractère illégitime d'une situation pour réagir. Ensuite, il faut passer à l'action. Nombreux sont ceux qui considèrent que l'intérêt général et les biens publics sont galvaudés ou meurtris par ceux qui devraient en être les principaux protecteurs et promoteurs. Protéger les lanceurs d'alerte, exonérer de toute condamnation pénale dans certaines circonstances les désobéissants, c'est ériger une digue pour éviter que l'espace et l'intérêt publics soient privatisés par ceux qui en deviennent tout de suite les pires censeurs. En ce début du 21^e siècle, par leur action, ces hyper-citoyens mettent en œuvre un nouveau paradigme : nous sommes tous co-responsables face aux fléaux qui nous menacent, chacun potentiellement peut être conduit, encouragé, contraint de défendre, protéger un fragment de l'intérêt général.



Etrangers de passage : poor to poor, peer to peer, d'Alain Tarrius, La Tour d'Aigues, L'Aube, 2015, 171 p.

Chaque année, plus nombreux, des étrangers de passage, des migrants, se mêlent aux habitants des quartiers pauvres de nos villes pour leurs commerces internationaux souterrains. Rien ne les distingue des dizaines de millions de voyageurs qui font étape en France. Indésirables résidents dans les nations riches, les migrants pauvres ont su inventer de nouvelles présences discrètes sur le mode du transit. Cette forme de transit est proche des aspirations du libéralisme économique des empires financiers favorables aux libertés de circulation transfrontalières des personnes et des biens défiscalisés. La mondialisation du poor to poor, pour les pauvres par les pauvres, concerne par-delà les frontières nationales, l'immense foule des pauvres partout présente et depuis longtemps mondialisée. Dès lors, les migrations deviennent mobilités transnationales, logistiques des commerces souterrains internationaux. Leurs parcours sont tracés, entre eux et dans les nations, par les localisations sédentaires de proches, immigrés des années 1945-1980. Leurs initiatives commerciales produisent des transformations identitaires, que l'auteur va nous relater. Le rêve des très riches de supprimer les frontières pour mieux vendre, combattu par les nations jalouses de leur pouvoir territorial, se réalise par les plus pauvres circulants, pour les plus pauvres résidents. Ces circulations interfèrent avec d'autres, plus anciennes, de milieux criminels... En somme, des configurations souterraines grandissantes prennent forme, unissent l'étranger de passage et le sédentaire pauvre, et se déploient sans limites autres que celles des mondes de la pauvreté. Surtout cette mondialisation structure des appartenances souvent communautaires, ethniques, religieuses, passant de communautés immigrées en communautés immigrées. Une enquête documentée et nécessaire.

Le Centre de documentation du CBAI est ouvert :
mardi et mercredi : 9h > 13h et 14h > 17h
jeudi et vendredi : 9h > 13h

Autres nouveautés au centre doc

www.cbai.be, rubrique : Documentation/nouveautés

- *Sociologie des migrations*, de Sylvie Mazella, Paris, PUF, 2014, 127 p.
- *Les nouveaux rouges-bruns : le racisme qui vient*, de Jean-Loup Amselle, Fécamps, Lignes, 2014, 116 p.
- *L'Arabe du futur : une jeunesse au Moyen-Orient (1978-1984)*, de Riad Sattouf, Paris, Allary, 2014, 158 p.
- *Migrations, mémoires, musées*, de Laure Teulière (sous la direction de), Toulouse-le-Mirail, Université Toulouse-le-Mirail II, 2008, 182 p.
- *La France périphérique : comment on a sacrifié les classes populaires*, de Christophe Guilluy, Paris, Flammarion, 2014, 184 p.
- *Atlas des Palestiniens : un peuple en quête d'Etat*, de Pierre Blanc, Paris, Autrement, 2014, 96 p.
- *Guide pratique de la procédure d'asile en Belgique*, de Fred Mawet (sous la direction de), Bruxelles, CIRé, 2014, 71 p.
- *L'accompagnement sous tous les angles*, par l'équipe politique de CG2, Bruxelles, Cgé, 2014, 72 p.

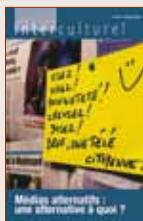
Commandez des numéros de la collection !

Et retrouvez la liste complète sur www.cbai.be

Les médias alternatifs : une alternative à quoi ?

Janvier 2015, n° 324

Les médias alternatifs, dont *Charlie Hebdo* est un étandard, ont leur rôle à jouer pour alimenter les débats en osant des contenus inédits, en transgressant la bien pensance, en explorant comment cohabiter, comment déconfessionnaliser les débats de société, comment résoudre les conflits sans passer par la case « *je t'explose la gueule* ».



Dieu(x) au travail

Décembre 2014, n° 323

Comment gérer la question convictionnelle au sein d'une organisation publique ou privée ? Comment trouver des solutions qui profitent à tous les salariés ? Par exemple, introduire dans les menus des cantines des alternatives neutres à la viande comme le poisson ou les œufs. Ou encore aménager une salle de repos affectée à un large choix d'activités mais sur base d'un dénominateur commun, celui de calme et pas seulement de la prière.



Bruxelles, C'est du Belge !

Septembre 2014, n° 322

Pour marquer le coup à l'occasion des 50 ans des accords d'immigration turque et marocaine, explorons Bruxelles, son histoire, ses mutations, sa diversité, ses défis politiques, ses initiatives de citoyens, et même ses rêves d'une ville sans discrimination. Les multiples réflexions et initiatives pour une société d'inclusion gagneraient à être mieux connues car elles participent à relativiser des perceptions de peur ou de défaitisme qui règnent en ces temps inédits.



Tous aux abris !

Mai 2014, n° 321



Quels sont les moyens mis en place pour une communauté plus solidaire, dans un contexte où l'on peut se retrouver sur le carreau plus vite qu'on ne le croit ? Car le travail, surtout s'il s'agit d'un emploi précaire, ne protège plus nécessairement de la dèche. Selon l'Annuaire 2012 sur la pauvreté en Belgique, plus de 14 % de la population vit sous le seuil de pauvreté ; en clair, avec moins de 1 000 euros par mois pour une personne isolée.

Islam mosaïque

Février 2014, n° 320



Les croyances et les pratiques religieuses des musulmans manifestent une grande diversité : celle de citoyens belges et immigrés, primo arrivants, convertis ou d'enfants d'immigrés de pays musulmans (et pas toujours arabes).

A l'échelle de la Belgique, c'est un islam qui évolue au fil de l'Histoire du pays en prise avec les enjeux identitaires de ses diverses communautés, des flux migratoires, du contexte économique et social défavorables aux dynamiques d'inclusion.

Abonnez-vous !

20 euros par an (en Belgique)

30 euros par an (à l'étranger)

à verser au compte

IBAN BE34 0010 7305 2190

En n'oubliant pas de préciser sur le virement vos nom et adresse.